TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 304 - SEPTEMBRE 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 304

Viandes bovines
- Jeunes bovins
  - France
    - Remontée des cours des JB viande
  - Europe
    - L'Italie prend le relai de l'Allemagne
- Femelles
  - France
    - Prix sous pression
  - Europe
    - Abattages modérés et prix en berne
- Maigre
  - Un automne incertain
- Veaux de boucherie
  - La chute enfin stoppée ?
- Veaux nourrissons
  - La crise du veau gras met les cours sous pression

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Stabilisation dans les grands bassins exportateurs
  - Les conditions météorologiques affectent une nouvelle fois la production laitière européenne
- Marché des produits laitiers
  - Le rétablissement des marchés se poursuit

Viande ovine
- France
  - La cotation française se relève mais reste sous pression
- UE et monde
  - Le marché britannique sous tension à l'approche du Brexit

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre - France
  - Vers une pénurie de produits caprins en fin d'année ?
- Prix du lait de chèvre
  - La composition du lait de chèvre tire le prix vers le haut

Les productions bovines ukrainiennes pourraient-elles profiter de l'accord avec l'UE ?

Des marchés en difficulté

La sécheresse et les fortes chaleurs ont surtout impacté le marché des broutards et des réformes allaitantes cet été. Les abattages de vaches laitières sont restés finalement assez modérés partout en Europe, ce qui n'empêche pas la pression sur les prix. En Irlande en particulier, les tensions entre éleveurs et abatteurs ont donné lieu à des blocages d'abattoirs.En jeunes bovins, la consommation semble dynamique en Italie, mais patine en Allemagne. L'offre restreinte en France soutient les prix à la production, mais le différentiel se creuse avec la Pologne et l'Allemagne. Le cours du veau de boucherie a amorcé une remontée, mais il reste à un niveau extrêmement bas.

Viandes bovines » Jeunes bovins » France »

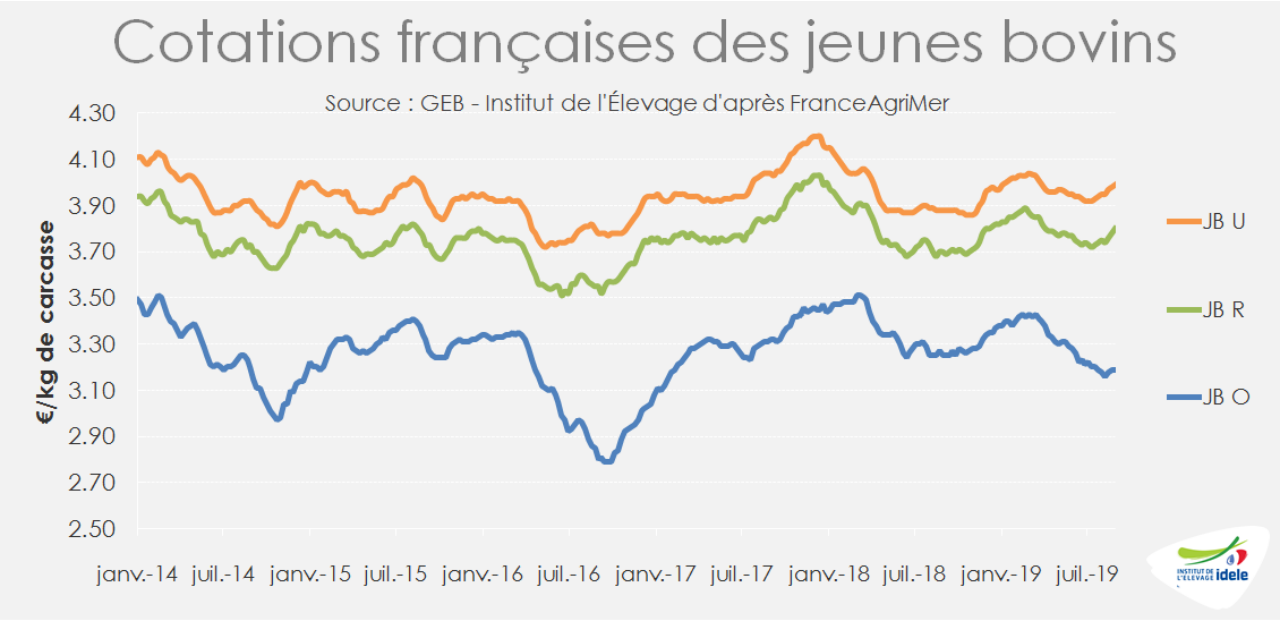
Remontée des cours des JB viande

La rareté de l'offre en France et la bonne dynamique sur le marché italien tirent les prix des JB viande. A l'inverse, les prix des JB laitiers restent déprimés en raison d'un marché allemand qui patine et de la pression exercée par les femelles laitières.

Les cours se redressent en race à viande

Grâce à une offre restreinte et à la hausse des prix en Italie, où les sorties de mâles sont également en baisse (voir l'article JB Europe), les cours des JB français ont amorcé une franche remontée saisonnière. La cotation du JB U a gagné 4 centimes en 4 semaines et celle du JB R 5 centimes, pour atteindre respectivement 3,99 €/kg et 3,80 €/kg de carcasse début septembre (+3% /2018 ; -1% /2017).

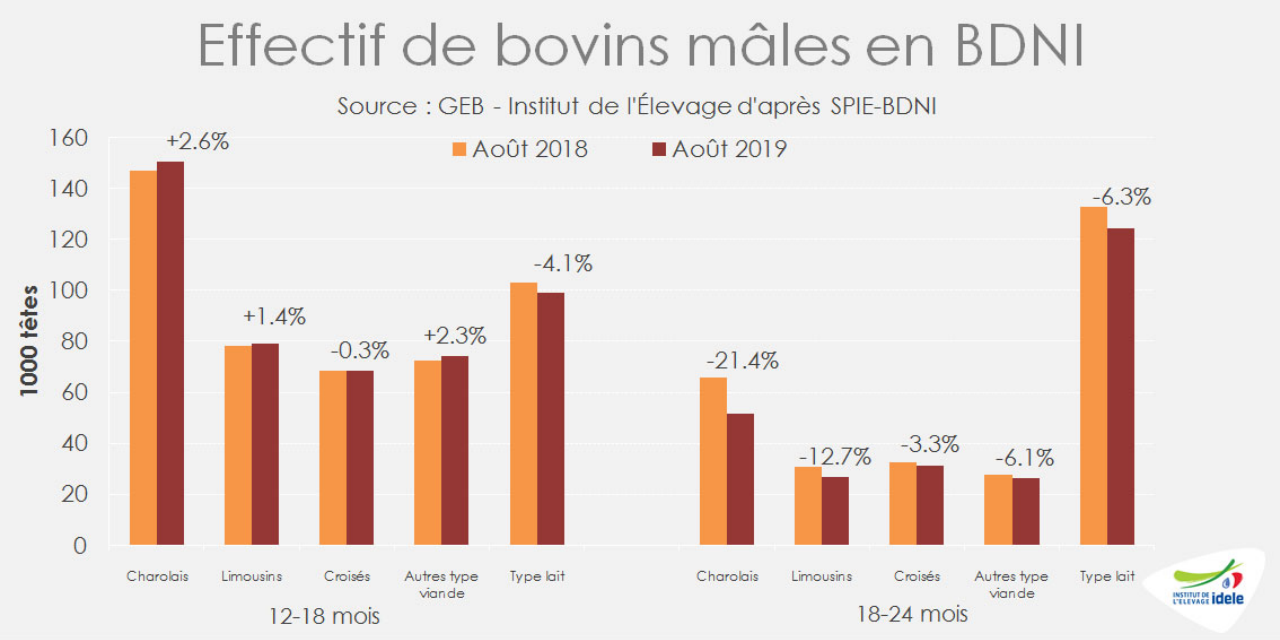
Toutefois, les moins bonnes conformations ne suivent pas. Le JB O cotait 3,19 €/kg début septembre (-2% /2018 et -4% /2017), pénalisé par un marché allemand atone et par la pression actuellement exercée sur les vaches laitières (voir l'article sur les femelles en France).



Abattages toujours contenus

Sur les 5 dernières semaines connues (n° 32 à 36, soit de début août au 8 septembre), les abattages de JB de type viande étaient en baisse de 7% par rapport à 2018 et ceux de JB de race laitière en baisse de 9% d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev.

Au 1er août, la BDNI enregistrait une baisse prononcée des effectifs de mâles de 18-24 mois de type viande (-21 000 ou -13% /2018). Ceux de 12 à 18 mois de type viande étaient en revanche un peu plus nombreux (+6 000 têtes ou +2%) en raison du décalage des naissances dans le cheptel allaitant entre l'automne 2017 et le printemps 2018. Les mises en places de mâles laitiers ont poursuivi leur déclin (-8 000 têtes ou -6% pour les effectifs de laitiers de 18-24 mois et -4 000 têtes ou -4% pour les 12-18 mois).



Contre-performance des exportations de viande bovine en juin

Les exportations de viande bovine ont plongé en juin (-19% /2108, à 17 000 téc), en raison notamment de la forte baisse des abattages de JB en France, mais aussi du fort différentiel de prix avec les autres Etats membre de l'UE, notamment l'Allemagne et la Pologne. Les ventes de viande réfrigérée ont chuté de 23% vers l'Allemagne, de 15% vers l'Italie et de 11% vers la Grèce.

Sur le premier semestre, les volumes de viande bovine réfrigérée expédiés par la France ont totalisé 93 000 téc (-3% /2018 ;+1% /2017). Ils restent en hausse vers la Grèce (+1% à 21 000 téc), mais sont en forte baisse vers l'Italie (-9% à 32 500 téc) et l'Allemagne (-6% à 19 800 téc).

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

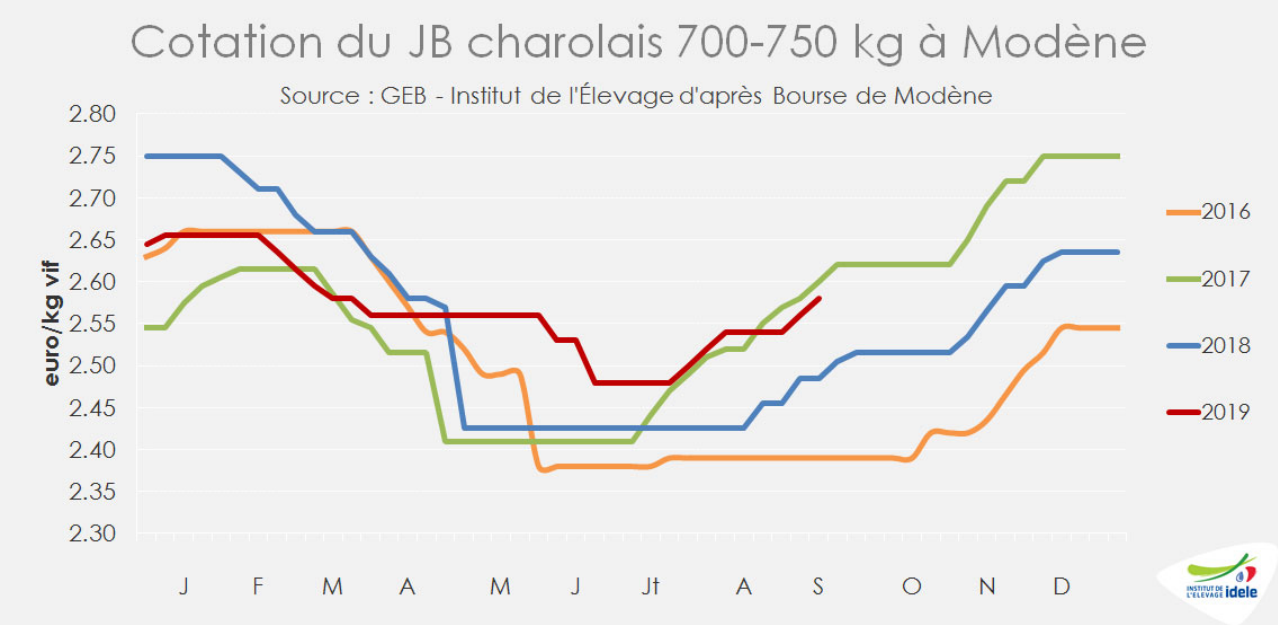
L'Italie prend le relai de l'Allemagne

La hausse saisonnière des cours est à l'œuvre en Italie, où la consommation montre des signes de reprise. A l'inverse, la demande est atone en Allemagne où les prix restent bas. Les prix polonais continuent de subir les effets du scandale de fin janvier. En Espagne et en Irlande, des volumes supplémentaires pèsent sur le marché.

ITALIE : reprise de la consommation

En **Italie**, la consommation de viande bovine semble repartir à la hausse après plusieurs années de baisse et une stabilisation en 2018. D'après le panel ISMEA-Nielsen, les achats des ménages de viande bovine fraîche sur les 7 premières périodes de l'année (finissant le 14 juillet) ont affiché une hausse de 1% en volume et de 2% en valeur par rapport à 2018.

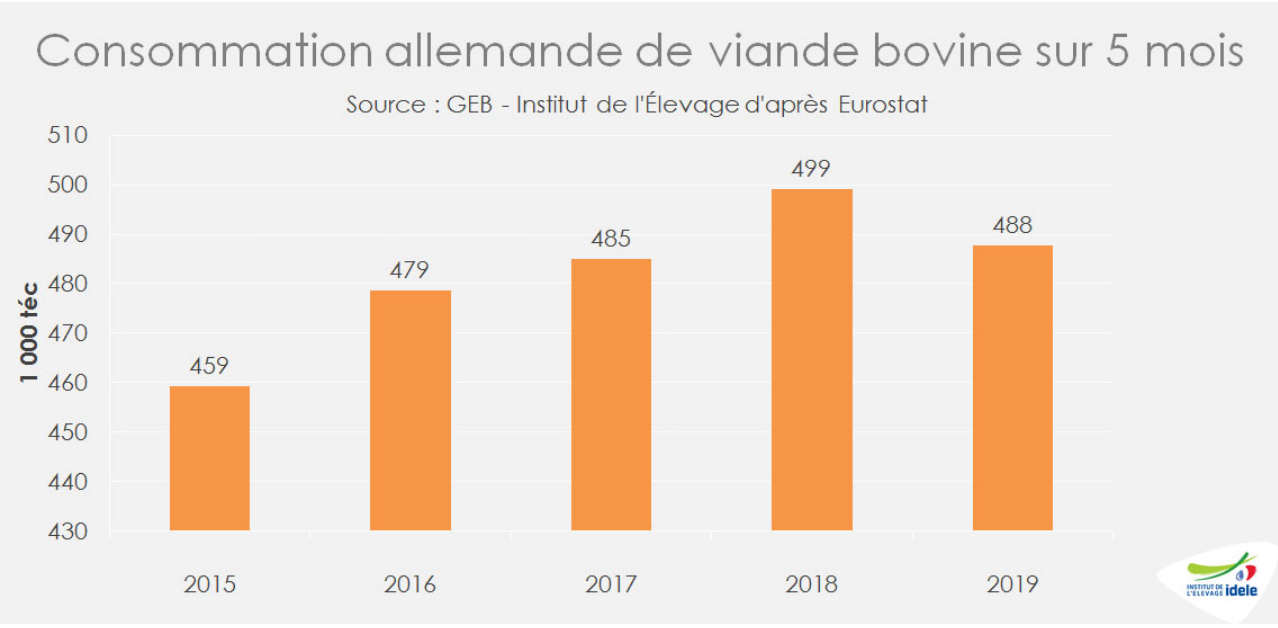
Il semble que le marché soit actuellement plutôt fluide, en particulier pour les mâles dont les sorties d'atelier sont en baisse. La cotation à Modène du JB mâle charolais de 700-750 kg a gagné 4 centimes en 2 semaines pour s'établir à 2,58 €/kg vif début septembre (+3% /2018 ; -2% /2017). Le JB limousin a également regagné quelques centimes à 2,77 €/kg (+1% /2018 ; = /2017). Les cotations des femelles restent imperturbablement stables à 2,91 €/kg vif pour la Limousine (-1% /2018) et 2,65 €/kg pour la Charolaise (= /2018).



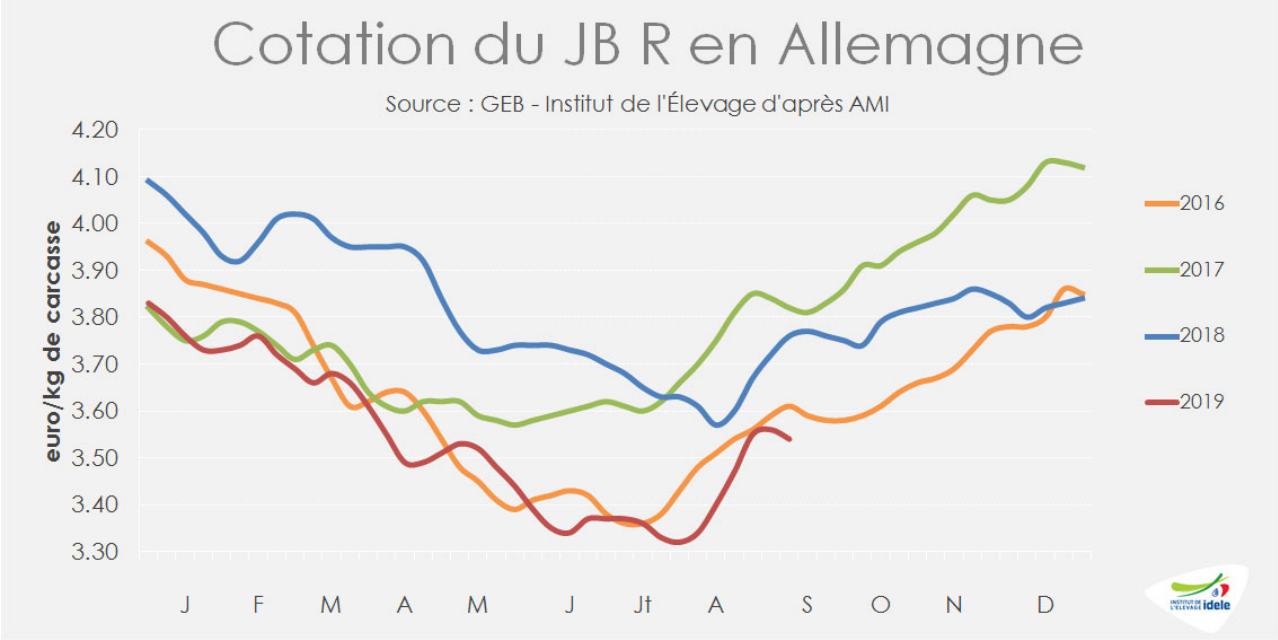
La part de femelles dans la production de viande de jeunes bovins poursuit sa progression. D'après la base de données sanitaires, 403 000 mâles de 12 à 24 mois engraissés en Italie ont été abattus au 1er semestre (-3% /2018) ainsi que 268 000 femelles du même âge (+1% /2018). Au total, la production de jeunes bovins (mâles et femelles[BB3]) a totalisé 671 000 têtes au 1ersemestre (-1,5% /2018). Pour compléter cette production, les importations de viande bovine réfrigérée ont progressé de +2% à 142 000 téc sur les 5 premiers mois de l'année. Après un début d'année chaotique en raison du scandale d'abattage de vaches malades en Pologne, les flux ont repris de plus belle en provenance e Pologne et ont bondi de +9% à 31 300 téc sur 5 mois. Les importations ont également progressé en provenance d'Irlande (+16% à 12 500 téc), où la production de taurillons et de génisses est en hausse significative, des Pays-Bas (+10% à 22 800 téc), d'Espagne (+1% à 8 000 téc), d'Argentine (+40% à 4 000 téc) et du Danemark (+10% à 4 000 téc). A l'inverse, les importations de viande française ont fléchi de-9% à 27 500 téc.

ALLEMAGNE : la fin de l'âge d'or ?

En **Allemagne**, la demande n'est pas au rendez-vous et ce depuis le début de l'année. Dans un contexte international de tensions commerciales et de repli, l'industrie allemande subit le ralentissement de la croissance mondiale, si bien que l'économie du pays est au bord de la récession. Cela semble se répercuter sur le moral et la demande des ménages. Ainsi, après 10 ans de bonne santé économique et de hausse de la consommation de viande bovine, le vent semble tourner. Sur les 5 premiers mois de l'année, la consommation estimée par bilan affiche une baisse de 2% alors qu'elle était jusque-là sur une hausse moyenne annuelle de l'ordre de 2%.

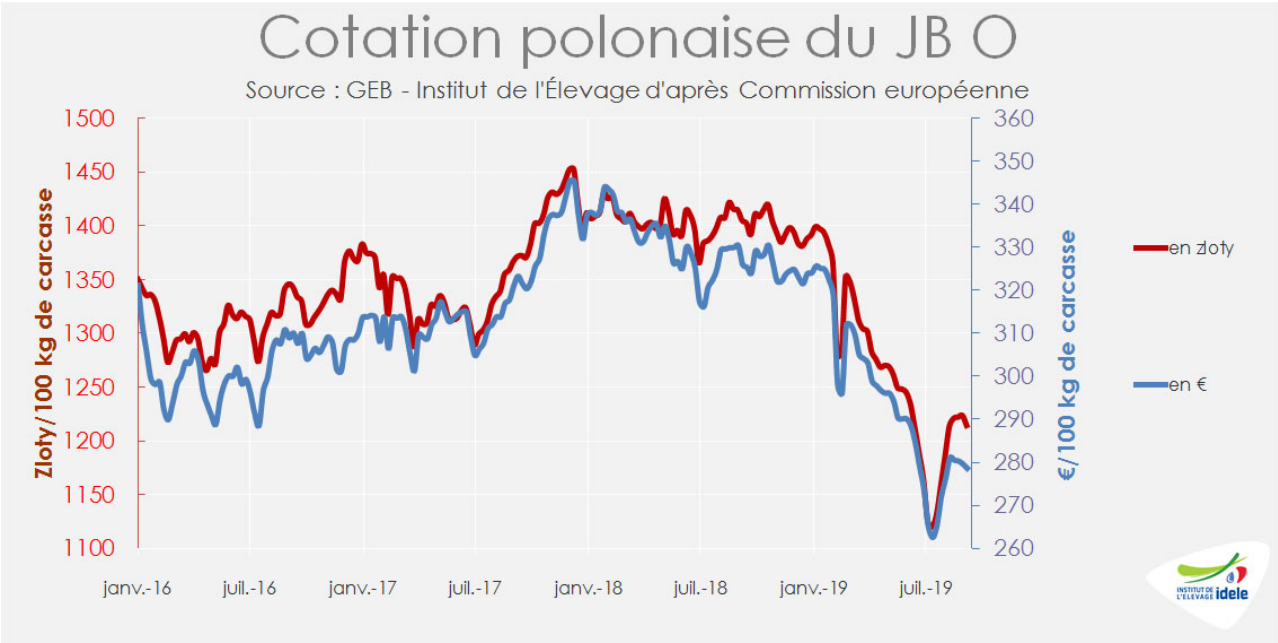


Les prix sont donc sous pression et les cotations des jeunes bovins sont même passées sous leur mauvais niveau de 2016 malgré des sorties modérées, dans la moyenne des années précédentes. Le JB U cotait 3,60 €/kg de carcasse début septembre (-5% /2018), le JB R 3,56 €/kg (-4%) et le JB O 3,28 €/kg (-5%). La remontée saisonnière n'est pas suffisante pour redresser des cours qui sont tombés au plus bas en juillet.

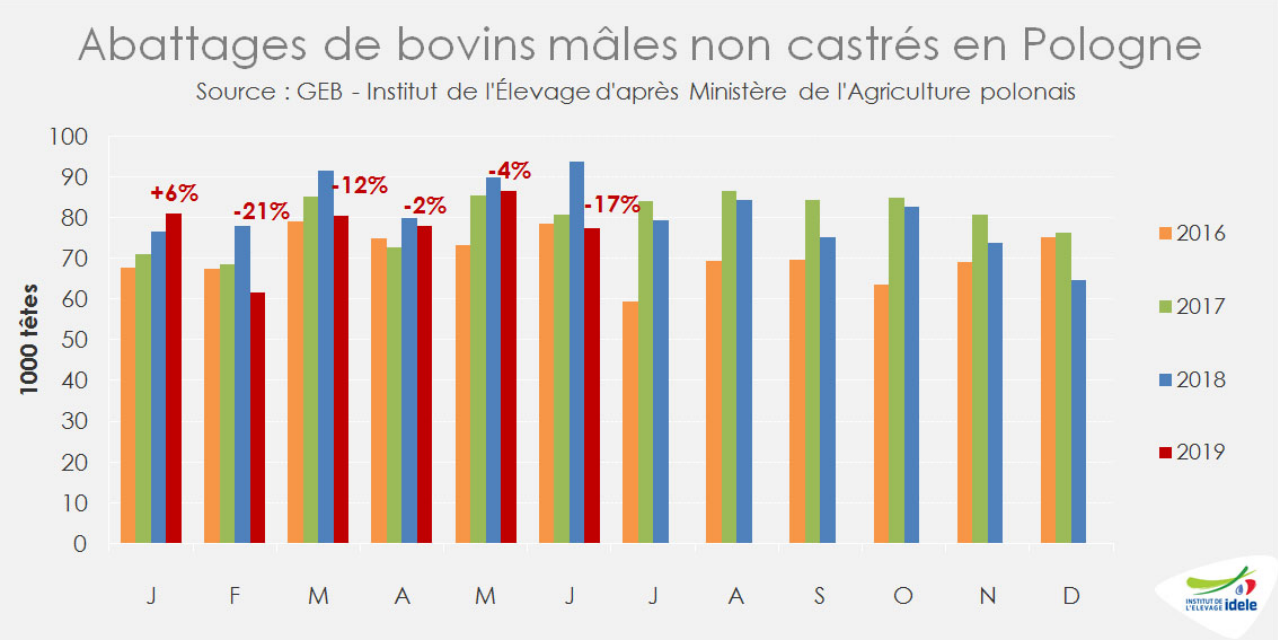


POLOGNE : Les prix restent sous pression

Malgré un redémarrage rapide des ventes vers l'Italie, pour lesquelles les circuits de commercialisation sont bien établis, les prix des JB polonais ont du mal à se remettre du scandale sanitaire de fin janvier. A 2,80 €/kg de carcasse fin août, la cotation du JB O était 15% sous son niveau de l'an passé.



La baisse de la demande européenne pour la viande polonaise a provoqué un ralentissement des abattages et un encombrement dans les ateliers d'engraissement de jeunes bovins. En conséquence, les abattages de taurillons ont fortement chuté à partir de février, sans pour autant se redresser par la suite. Ainsi, sur le 1er semestre, les abattages de mâles non castrés ont totalisé 465 000 têtes (-9% /2018 ; = /2017), alors même que la production était attendue en hausse puisque l'enquête cheptel de décembre enregistrait un bond de 6% des effectifs de mâles de 1 à 2 ans (ou + 54 000 têtes).



Le retard d'abattage n'a donc fait que se creuser et les poids carcasse se sont envolés à partir de mars, culminant à 340 kg en mai (+6% /2018).

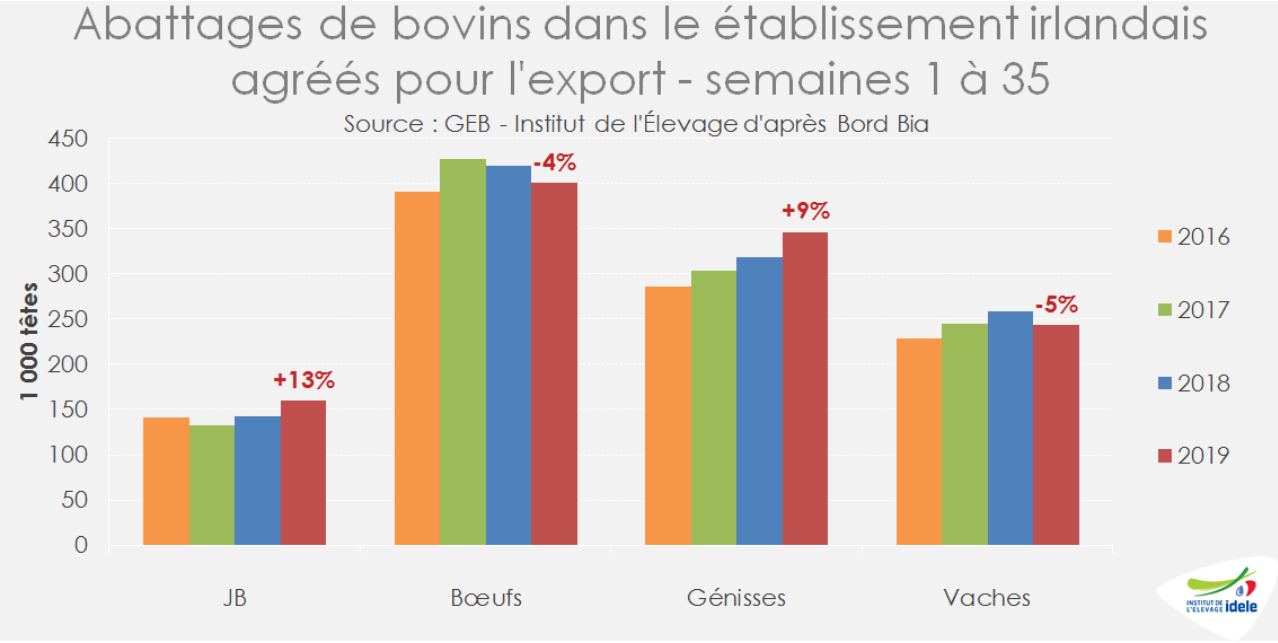
ESPAGNE : la hausse des abattages fait pression sur les prix

En **Espagne**, la dépréciation de la livre turque et l'arrêt des ventes de bovins finis à la Turquie à partir de l'automne 2018 ont provoqué une forte hausse des abattages nationaux à partir de l'automne. Sur le 1er semestre, les abattages de taurillons ont totalisé 116 000 téc (+15% /2018 et +23% /2017).

La production abattue supplémentaire (+15 000 téc sur le 1er semestre) a été en grande partie exportée sous forme de viande réfrigérée ou congelée (+11 000 téc expédiées sur 5 mois ou +15% /2018) sur un marché européen des viandes de jeune bovin déjà encombré. La cotation espagnole du JB R est ainsi sous pression, à 3,49 €/kg de carcasse fin août (-9% /2018).

IRLANDE : hausse de production, prix dégradés

En **Irlande**, la production de taurillons est en hausse. La perspective du *Brexit* a en effet encouragé de nombreux producteurs à diminuer la production de bœufs, principalement destinée au marché britannique, au profit de celle de taurillons, destinée aux marchés d'Europe du Sud. Ainsi, sur les 35 premières semaines de l'année, les abattages de taurillons dans les abattoirs agréés à l'export ont bondi de 13%, alors que les abattages de bœufs ont reculé de 4%.



Ce surplus d'offre, ainsi que le ralentissement des ventes vers le Royaume-Uni ont conduit à une forte baisse des prix irlandais. Le JB R cotait 3,29 €/kg fin août (-12% /2018). En cette fin d'été, la situation extrêmement tendue entre éleveurs et abatteurs a conduit à de très nombreux blocages d'abattoirs (voir article femelles en Europe).

Sur les 5 premiers mois de l'année, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée ont progressé de 11%. La baisse des envois vers le Royaume-Uni (-2% à 81 000 téc) a été largement compensée par des hausses vers les autres États membres, dont l'Italie (+12% à 14 000 téc).

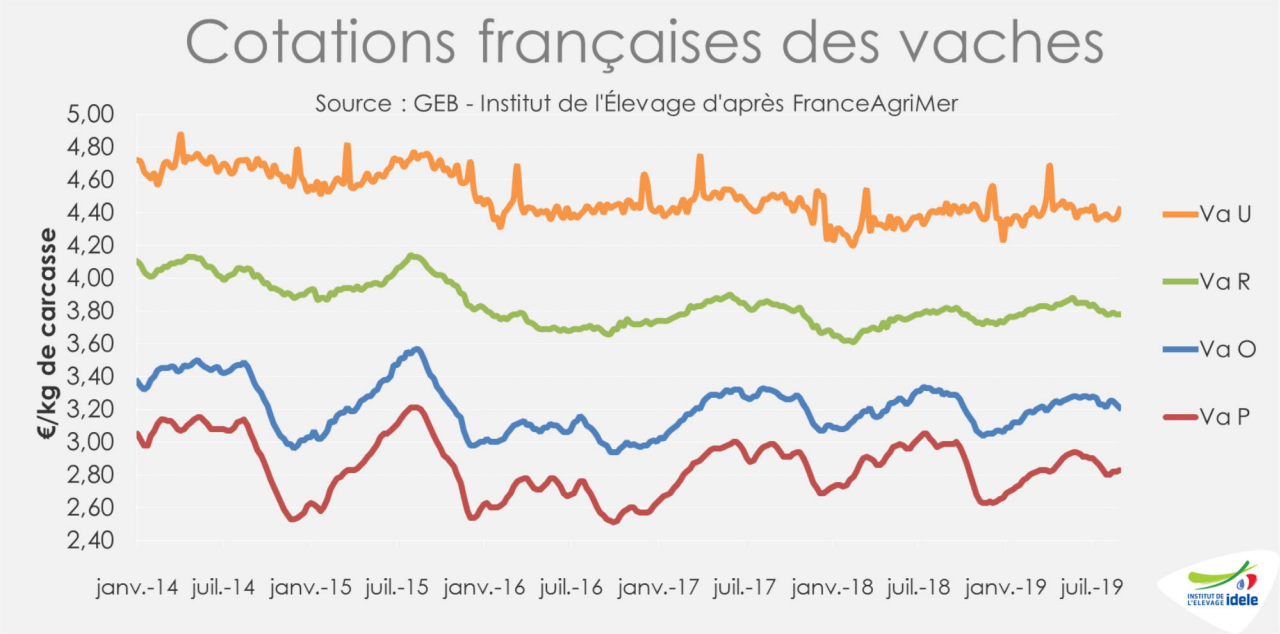
Viandes bovines » Femelles » France »

Prix sous pression

Face à un marché européen déprimé, les cotations françaises sont sous pression. Malgré un cheptel en retrait, le rythme des abattages progresse légèrement en élevage allaitant, probablement sous l'effet du manque de fourrages. Au premier semestre, la consommation calculée par bilan a globalement résisté. Les abattages restreints en France ont été compensé par des importations en hausse en lien avec un disponible plus important sur le marché communautaire.

Les cotations « plombées » par un marché européen toujours déprimé

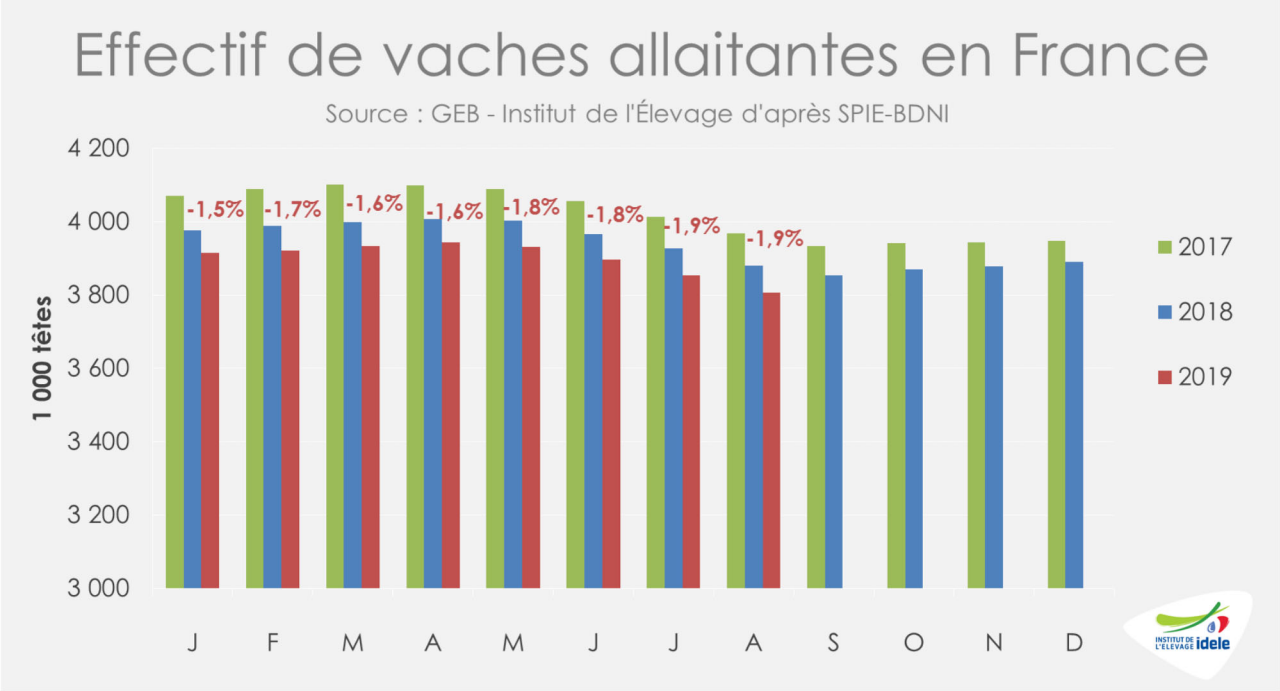
Début septembre, face à un marché européen atone, l'ensemble des cotations sont sous pression et sont globalement moins élevées que les années précédentes. Si le cours de la vache P a gagné 3 centimes en 4 semaines, il est toujours sensiblement inférieur aux années précédentes (-5% /2018 et 2017) à 2,83 €/kg de carcasse en semaine 36. Le cours de la vache O est stable sur la même période, à 3,25 €/kg éc (-3% /2018 et 2017). Les animaux mieux conformés peinent à se démarquer. Les cotations des vaches U et R s'établissent à respectivement 4,42 €/kg éc et 3,78 €/kg éc (-1% /2018 et -2% /2017).



Des abattages croissants alimentés par la décapitalisation en élevage allaitant

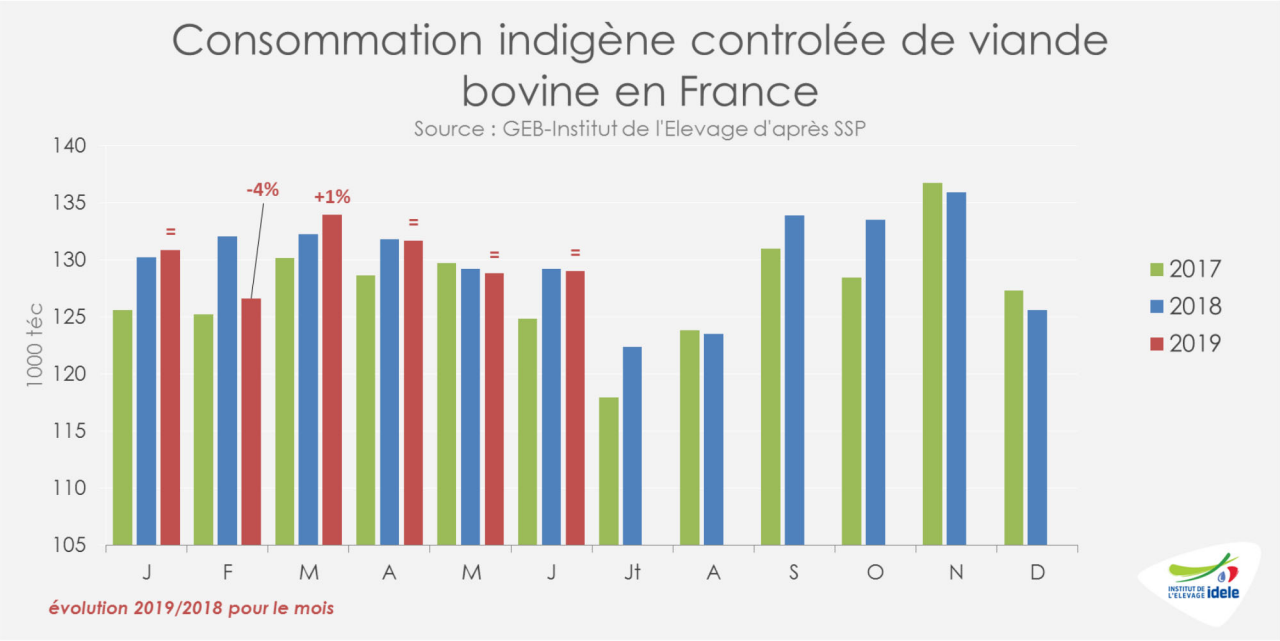
D'après les données hebdomadaires de Normabev, les effectifs de vaches laitières abattues ont ralenti sur les 5 dernières semaines connues qui comprennent l'intégralité du mois d'août (-5% /2018). Dans le même temps, les abattages de vaches allaitantes ont légèrement progressé (+2% /2018), probablement sous l'effet de la sécheresse estivale et du manque de fourrages qui se fait sentir depuis le début de l'été dans le grand bassin allaitant.

Ainsi, au cours de l'été, la décapitalisation de vaches allaitantes s'est à nouveau accentuée, passant de -1,5% en début d'année à -1,8% avant l'été et même -1,9% en août. Le manque de fourrages (l'affouragement au champ a été une pratique courante durant l'été) et les potentielles faibles récoltes de maïs pourraient accélérer le rythme des réformes à l'automne.



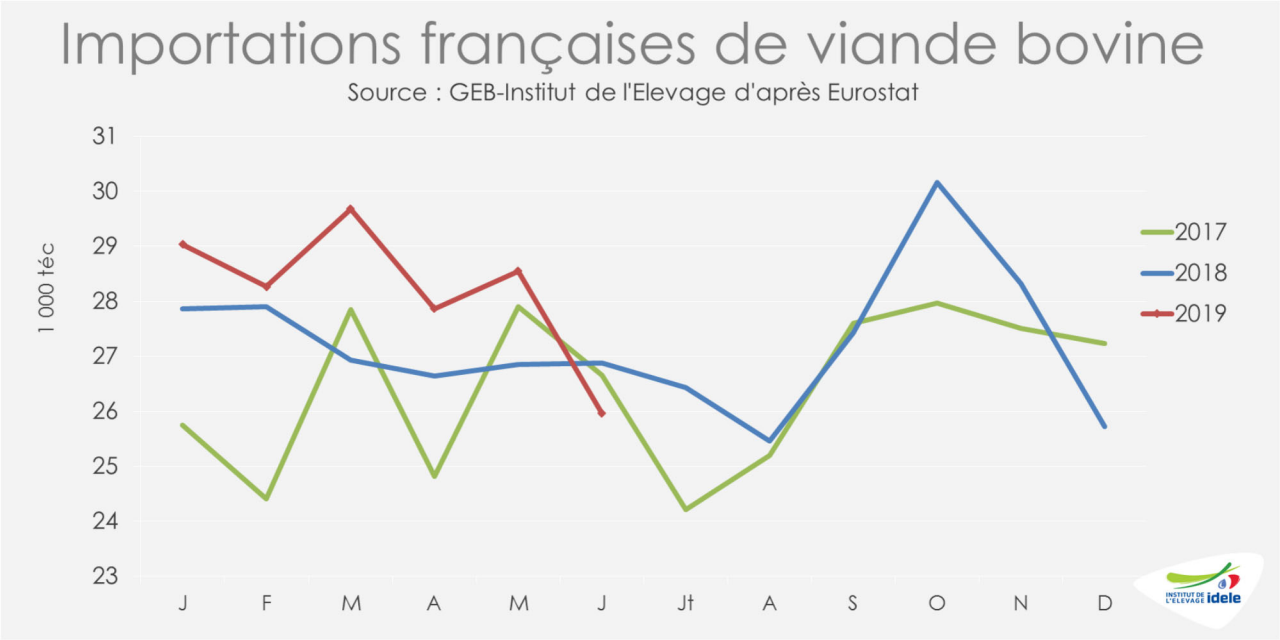
La consommation par bilan globalement stable depuis le début de l'année

Sur le premier semestre, la consommation française de viande bovine calculée par bilan par le SSP a globalement résisté (-0,5% / 2018 à 781 000 téc), mais avec un recours plus important aux importations.



Les importations ont fléchi au début de l'été

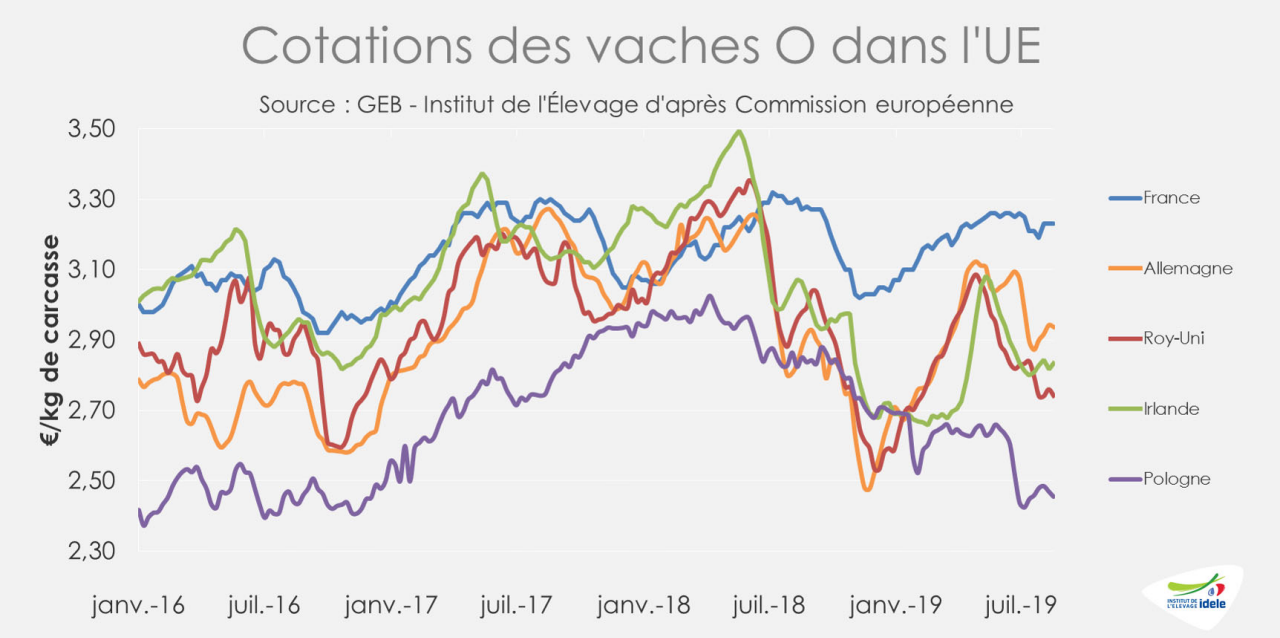
A la fin du 2nd trimestre, les importations de viande bovine ont sensiblement fléchi. Pour la première fois depuis le début de l'année, les quantités importées en France sur le mois de juin ont été inférieures aux deux années précédentes (-3% /2018 et -3% /2017, à 26 000 téc). Malgré ce tassement, les importations cumulées ont nettement progressé au 1er semestre 2019, à près de 170 000 téc (+4% /2018 et +8% /2017). Face à des disponibilités accrues et plus compétitives chez nos voisins européens, la France a augmenté ses importations de viande bovine réfrigérée et congelée depuis presque tous ses principaux fournisseurs. Seule la Pologne, qui continue de payer les scandales à répétition qui ont touché sa filière, a été exclue : ses envois vers la France ont chuté au 1er semestre (-24% /2018).



Viandes bovines » Femelles » Europe »

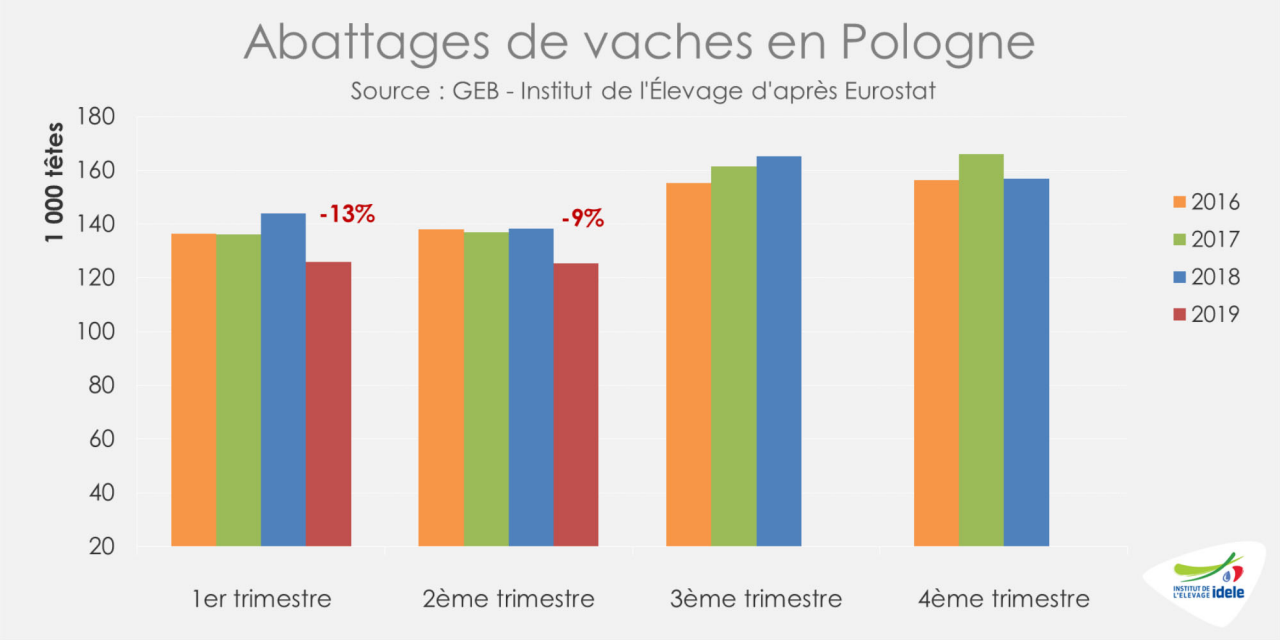
Abattages modérés et prix en berne

Les cotations européennes des vaches sont globalement déprimées alors que les abattages sont restés modérés, et ce malgré la sécheresse qui a sévi un peu partout en Europe continentale. La situation en Irlande amène les éleveurs à bloquer les abattoirs. Le marché polonais peine toujours à se remettre des scandales sanitaires qui ont touché sa filière en début d'année.

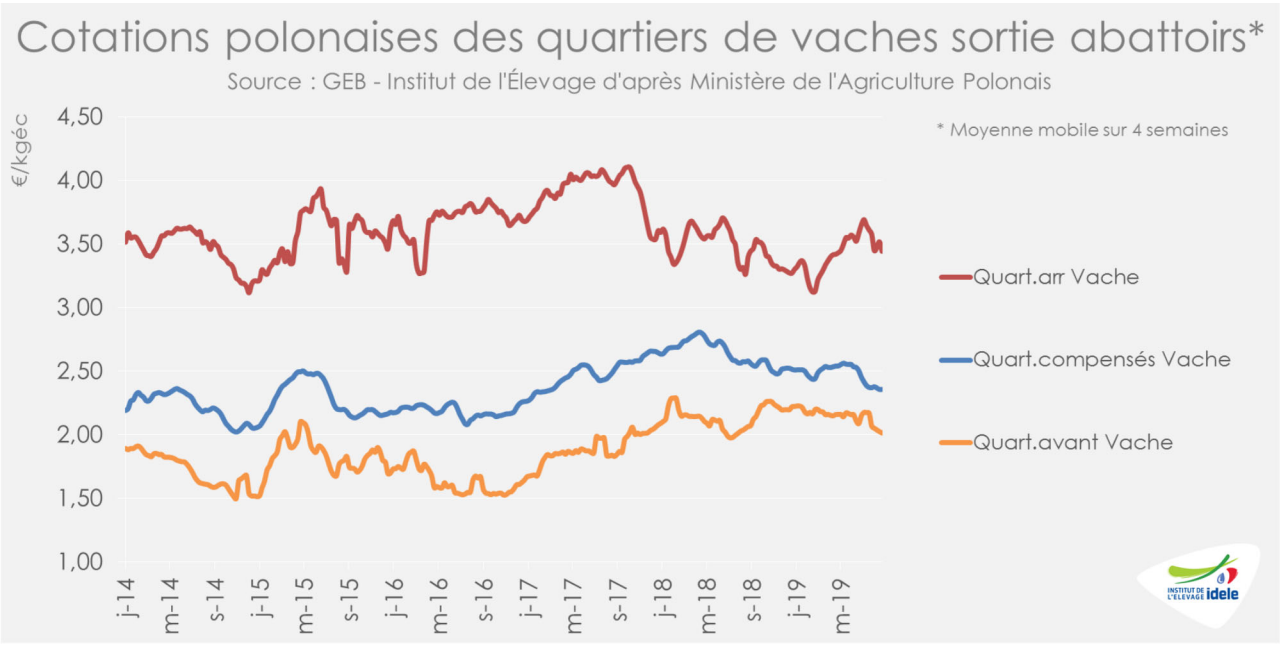


POLOGNE : la faible demande en viande hachée pèse sur les cours

En Pologne, le marché des vaches de réforme est à la fois pénalisé par une demande atone en Europe, et par la dégradation de l'image de viande polonaise suite aux scandales de fraudes du début de l'année. D'après Eurostat, la demande des abattoirs a été limitée et les abattages de vaches ont atteint des bas niveaux au 1er trimestre 2019 (-13% /2018), comme au 2ème trimestre (-9%). En cumul sur le premier semestre, la baisse des affectifs abattus dépasse 31 000 vaches (-11% /2018).



La fraude de janvier a notamment entraîné une baisse de la demande en viande de réforme pour la transformation et une diminution des cotations des quartiers avant de vaches polonaises (-22 centimes depuis le début de l'année).



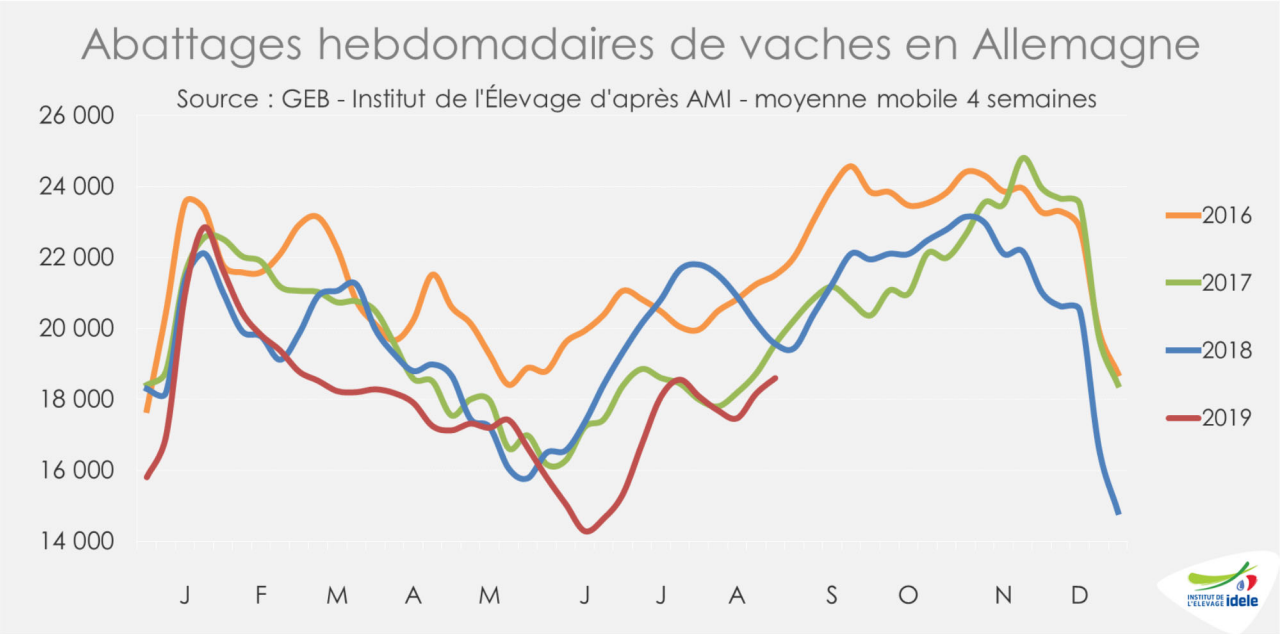
Les cotations polonaises peinent donc toujours à se relever d'autant que le marché européen est encombré. Début septembre, la vache O cotait 2,46 €/kg de carcasse (-14% /2018 ; -12% /2017).

La sécheresse, qui a touché quinze des seize Voïvodies (provinces) que compte la Pologne, a impacté les rendements des prairies et des cultures fourragères. Cela pourrait conduire à terme à un manque de fourrages en fin d'année, avec comme conséquence des sorties amplifiées de réformes laitières. Le Ministère de l'Agriculture a d'ores et déjà pris les devants. Des mesures de soutiens, dont les montants ne sont toujours pas connus, ont été annoncées (réduction d'impôts, prêts, réduction de cotisations sociales pour les installations récentes et paiements directs via le *de minimis*).

ALLEMAGNE : les prix des réformes peinent à progresser

En **Allemagne**, les cours des vaches peinent à se relever pleinement de la baisse entamée début juin, liée notamment à la plus faible demande du secteur de la transformation. La cotation de la vache O ne s'est appréciée que de 6 centimes entre les semaines 31 et 35 (+2%), pour atteindre 2,94 €/kg éc début septembre d'après Eurostat. Celle-ci reste proche du bas niveau de 2018, alors touchée par la décapitalisation liée à la sécheresse, et loin de l'année 2017 (+2% /2018 et -10% /2017).

Pourtant, d'après les données hebdomadaires d'AMI, les abattages de vaches ont baissé en août (-9% /2018 et -5% /2017). Dans le même temps, les abattages de génisses sont demeurés plutôt élevés (29 500 têtes soit +5% /2018 ; +9% /2017). Les effectifs de femelles abattues sont néanmoins restés globalement en retrait, mais sans réel effet sur les cotations.

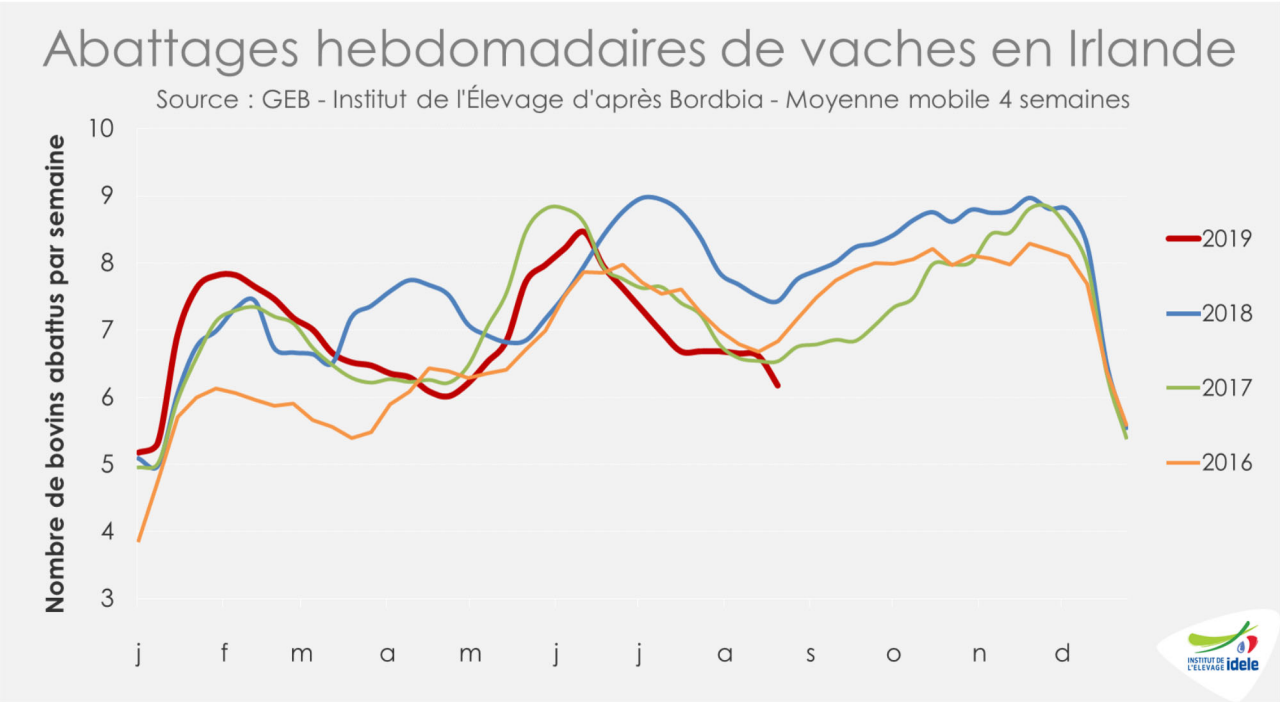


Depuis le début de l'année, la consommation en Allemagne est globalement en retrait. Pour le moment la demande en viande de femelles pour la transformation ne semble pas bénéficier de l'envolée du prix du porc. La viande de porc, utilisée notamment en transformation, est actuellement très demandée à l'export vers la Chine, qui en plus d'être touchée par la fièvre porcine africaine,ne commerce plus avec les États-Unis.

Les cours des femelles pourraient donc bénéficier dans les semaines à venir de cet appel d'air. L'équilibre du marché dépendra aussi des impacts de la sécheresse estivale, qui a aussi touché ce pays, et dont l'impact est encore difficile à estimer.

IRLANDE : rythme des réformes modéré, prix en berne

En **Irlande**, depuis le début de l'été, le niveau d'abattage de réformes est globalement limité, phénomène amplifié récemment par le blocage des abattoirs (voir ci-dessous). D'après l'indicateur hebdomadaire publié par Bord Bia, le nombre de vaches abattues sur les 5 dernières semaines est inférieur aux statistiques des deux dernières années (-16% /2018 et -5% /2017), alors que les effectifs réformés avaient été exceptionnels en 2018.

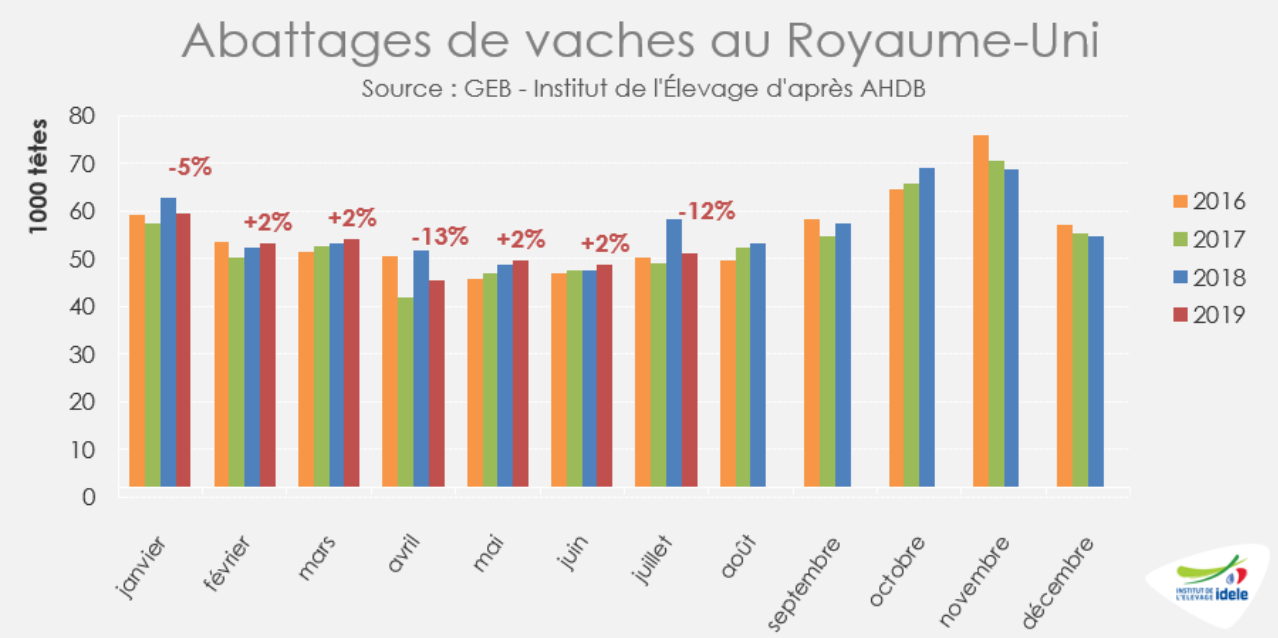


En parallèle, les cotations des vaches se sont stabilisées : la vache O atteignait 2,83 €/kg éc en semaine 35 (+2 centimes en quatre semaines) quand la vache R atteignait 3,00 €/kg (+1 centime). Mais les cours pratiqués en Irlande demeurent très en deçà des niveaux des années précédentes : la vache O a perdu 23 centimes en un an (-8% /2018 ; -9% /2017) quand la vache R en a perdu 29 (-9% /2018 ; -10% /2017).

Face à un marché déprimé depuis plusieurs mois et à l'approche du *Brexit*, les éleveurs irlandais ont multiplié les actions. Durant l'été, le « *Beef Plan Movement* », groupe initialement formé sur la messagerie de partage WhatsApp par 9 éleveurs, a atteint 20 000 adhérents. Après une première vague de blocage des abattoirs courant août, une deuxième vague a été entamée le 25 août. Le 9 septembre dernier, 20 abattoirs du pays, qui représentent 80% des capacités d'abattage du pays, étaient encore bloqués. Les débats entre éleveurs, abatteurs et distributeurs restent vifs.

ROYAUME-UNI : abattages contenus et baisse des prix amplifiée par la dévaluation de la livre

Au **Royaume-Uni,** 360 000 vaches ont été abattues de janvier à août 2019, soit un effectif intermédiaire entre les deux années précédentes (-4% /2018 et +5% /2017). L'année 2018 avait été marquée par un niveau exceptionnel de réformes suite à la sécheresse estivale qui avait fortement touché les îles britanniques.



En monnaie nationale, les cotations des vaches ont entamé une baisse depuis la mi-mai malgré une offre non pléthorique. Cette baisse a été amplifiée en euro par la dévaluation de la livre. En semaine 35, la cotation de la vache O britannique s'établissait à 2,74 €/kg de carcasse, soit -5 centimes en quatre semaines (-8% /2018 et -10% /2017).

Ces prix bas se traduisent notamment par une plus grande compétitivité des viandes britanniques à l'export. Ainsi, d'après AHDB, le Royaume-Uni a exporté au premier semestre 2019 plus de 62 600 tonnes de viande bovine réfrigérée et congelée (+11% /2018 ; +26% /2017). Si la progression des exportations vers l'UE reste relativement limitée (59 000 t +2% /2018 et +11% /2017, à 59 000 t), elle est plus marquée à destination des pays tiers (11 700 t ; +49% /2018 et +73% /2017). A noter que les envois de viande bovine réfrigérée et congelée vers la France ont sensiblement progressé (5 900 t ; +28% /2018 et +45% /2017).

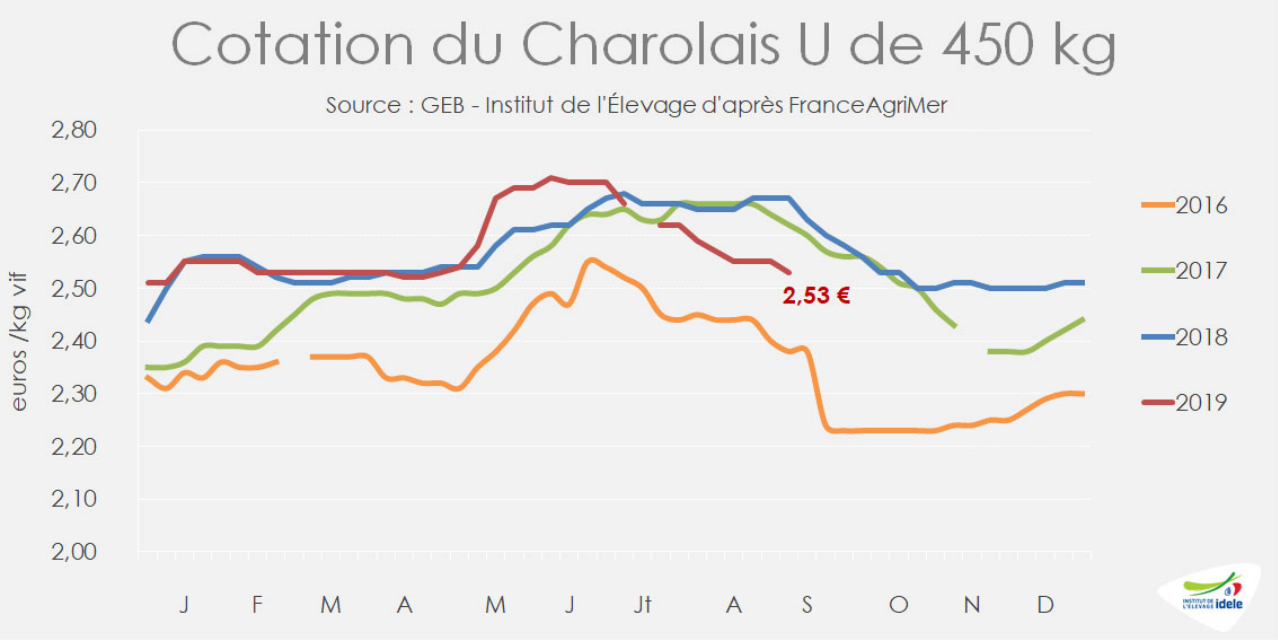
Viandes bovines » Maigre »

Un automne incertain

Les cours des broutards se sont repliés précocement en raison de la sécheresse et d'un marché trop dépendant de l'Italie au cœur de l'été. Les volumes exportés progressent grâce aux femelles alors que les mâles sont en léger repli. Le marché devrait s'alléger en fin d'automne du fait d'une offre en baisse.

Repli précoce des cotations

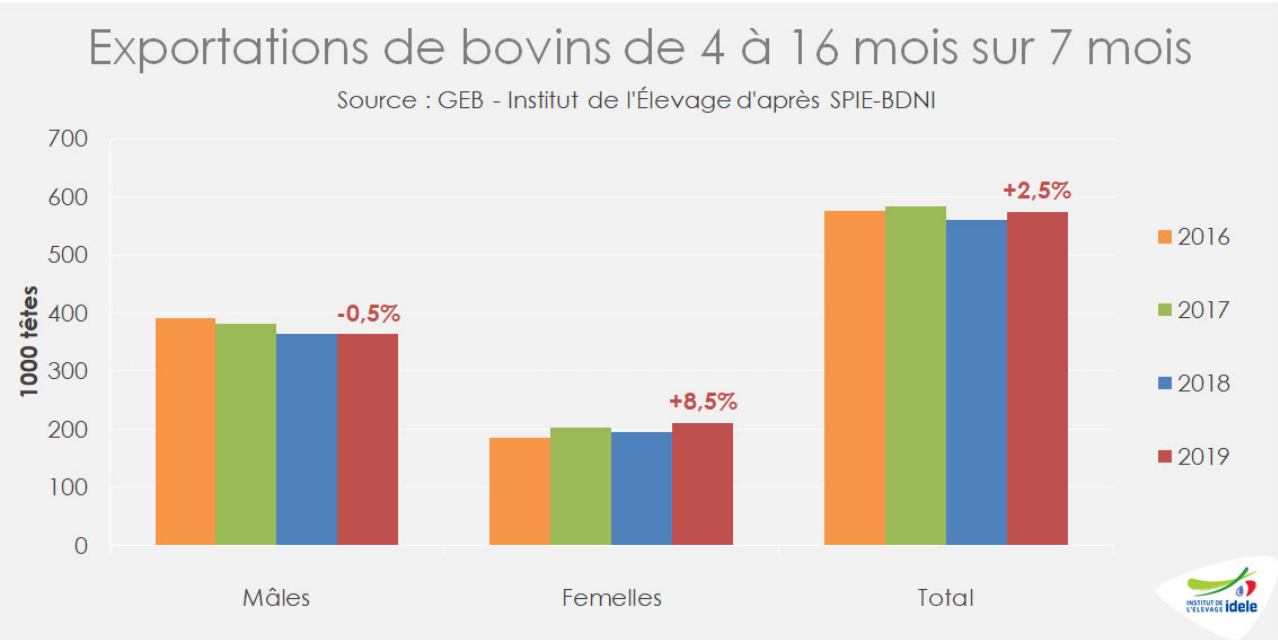
Relativement élevés depuis le début de l'année, les cours des broutards se sont nettement repliés dès juillet. La chute a été particulièrement nette pour les mâles charolais : à 2,53 €/kg vif en semaine 36 (-5% /2018), la cotation du Charolais U de 450 kg a reculé de 13 centimes soit -5% par rapport à début juillet (semaine 27). En semaine 36, le Charolais U de 350 kg atteignait 2,67 €/kg (-4% /2018) en repli de 16 centimes soit -6% par rapport à début juillet. L'érosion des cours demeure moins marquée dans les autres races : le Limousin E de 300 kg n'a cédé que 3 centimes en deux mois, à 3,12 €/kg (+2 %/2018), tout comme le Croisé U de 300 kg (2,81 €/kg, -3% /2018). Les cours des femelles sont pratiquement inchangés, en léger repli toutefois par rapport à 2018. En semaine 36, la Charolaise U de 270 kg cotait 2,66 €/kg (-2 centimes /2018) et la Limousine E de 270 kg 2,77 €/kg (-6 centimes /2018).



Ce repli précoce des cours, qui s'observe habituellement à la rentrée avec le pic des sorties, a plusieurs explications. En premier lieu, une offre étoffée pour l'export en lien avec la sécheresse qui a avancé les sorties dans les zones de naissances et qui décourage l'engraissement en particulier chez les naisseurs-engraisseurs en France. En second lieu, une demande à l'export totalement dépendante de l'Italie en raison de la conjoncture en Espagne (Voir article JB en Europe) et de la gestion prudente des opérateurs sur l'export pays-tiers. En effet, craignant les restrictions de transport liées aux températures élevées, les opérateurs ont cessé les mises en quarantaines en mai-juin pour éviter les exportations en juillet-août. Enfin, ce repli des cotations s'observe par rapport aux cours de 2017 et 2018, relativement élevés.

Les femelles tirent l'export à la hausse

Sur les 7 premiers mois de 2019, les exportations de bovins français de 4 à 16 mois de races allaitantes ont augmenté de +2,5% /2018, à 575 000 têtes. Cette progression est entièrement due aux envois dynamiques de femelles qui ont totalisé 238 000 têtes, soit +8,5% /2018, et +20% /2015 ! Cette évolution est un des signes de la persistance du mouvement de décapitalisation du cheptel allaitant qui limite les besoins de renouvellement.

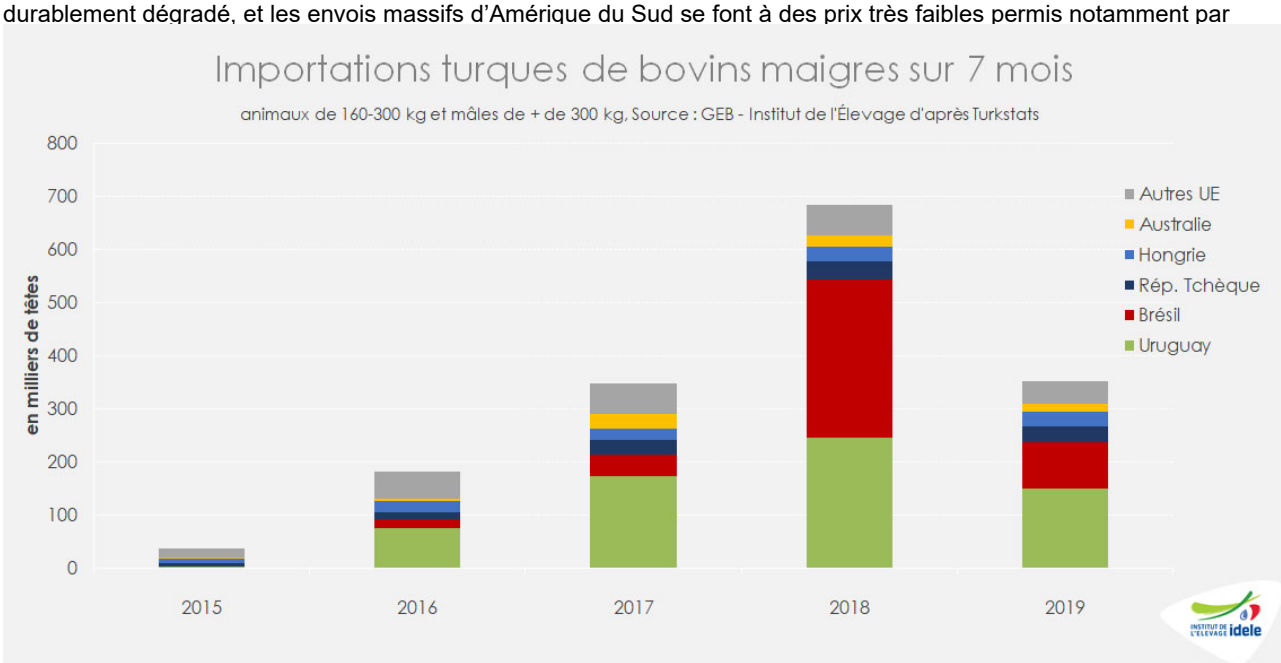


Avec 363 500 têtes, les exportations de mâles se maintiennent à peine à leur niveau de 2018 (-0,5% /2018, -4,5% /2017 et -7% /2016). Les envois de mâles devraient toutefois progresser dans les prochaines semaines du fait d'une conjoncture favorable en Italie (Voir article JB en Europe) et de la reprise des envois vers l'Algérie. De plus, les effectifs de mâles allaitants de 6-12 mois sont en nette hausse dans la BDNI, à 525 000 têtes soit +5,5% par rapport au niveau très dégradé de 2018 (-5,5% /2017).

Demande dynamique en Algérie

Sur les 7 premiers mois de 2019, l'Algérie a reçu 34 000 bovins français, soit autant que sur toute l'année 2018 et déjà 2 fois plus que sur l'année 2017. Après une pause estivale due aux fortes températures, les envois sur les pays tiers reprennent vers l'Algérie, mais aussi le Maroc (2 200 têtes en 2019) et la Tunisie (3 500 têtes en 2019). Ces marchés offrent une valorisation supérieure aux marchés italiens et français, notamment pour la race Aubrac. Ils exigent en revanche de coûteuses mises en quarantaine et des animaux vaccinés contre les sérotypes 4 et 8 de la FCO, parfois difficiles à trouver.

Les importations turques de broutards ont diminué de moitié par rapport à 2018 dans le sillage d'une situation économique difficile. Les volumes sont néanmoins toujours importants : sur les 7 premiers mois de l'année, la Turquie a importé 351 000 broutards contre 683 000 en 2018. Les animaux sud-américains restent très majoritaires, mais leur nombre est en net repli par rapport à 2018. L'Uruguay a envoyé 150 000 têtes sur 7 mois (-39% /2018) et le Brésil 87 000 têtes (-71%). Dans le même temps, les flux en provenance d'UE-28 ont moins baissé. Selon Turkstats, la République tchèque a envoyé 30 500 broutards (-8%) et la Hongrie 26 500 (-9%). Le marché turc reste toutefois durablement dégradé, et les envois massifs d'Amérique du Sud se font à des prix très faibles permis notamment par



Vers un allègement du marché en fin d'automne

Le marché des broutards français restera encombré dans les semaines à venir en raison du pic des sorties. Le marché italien devrait rester bien orienté, mais la demande des engraisseurs français pourrait pâtir d'une récolte de maïs très hétérogène et d'un marché du JB peu motivant. Les prix devraient encore modérément reculer, en particulier pour les animaux non vaccinés et/ou de 2nd choix. Les cours devraient néanmoins se stabiliser en fin d'automne, à mesure que l'offre se réduira. Dans la droite ligne de la décapitalisation du cheptel allaitant, les effectifs de mâles allaitants de 0-6 mois sont en net repli dans les exploitations, à 916 000 têtes au 1er juillet, soit -5,5% /2018.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

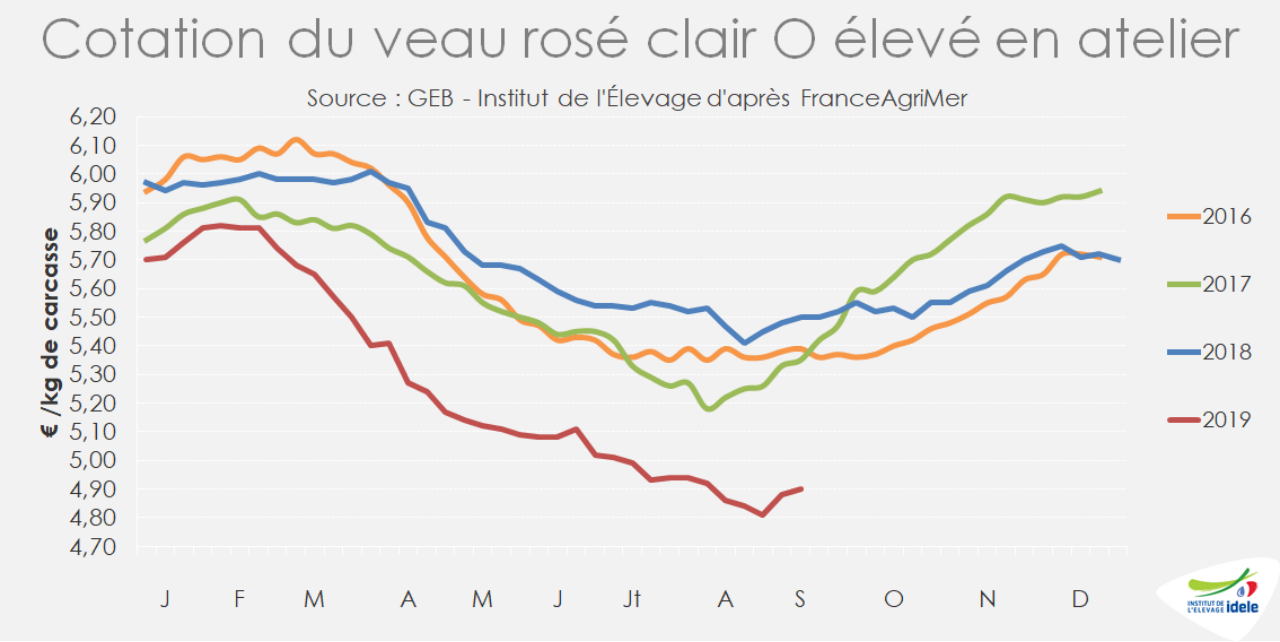
La chute enfin stoppée ?

Les cours des veaux gras en France ont stoppé leur très forte baisse fin septembre à un niveau historiquement bas. En Italie et aux Pays-Bas, le redressement des cotations a débuté presque deux mois plus tôt, signe d'une possible sortie de crise.

Les cours, à un niveau très bas, frémissent

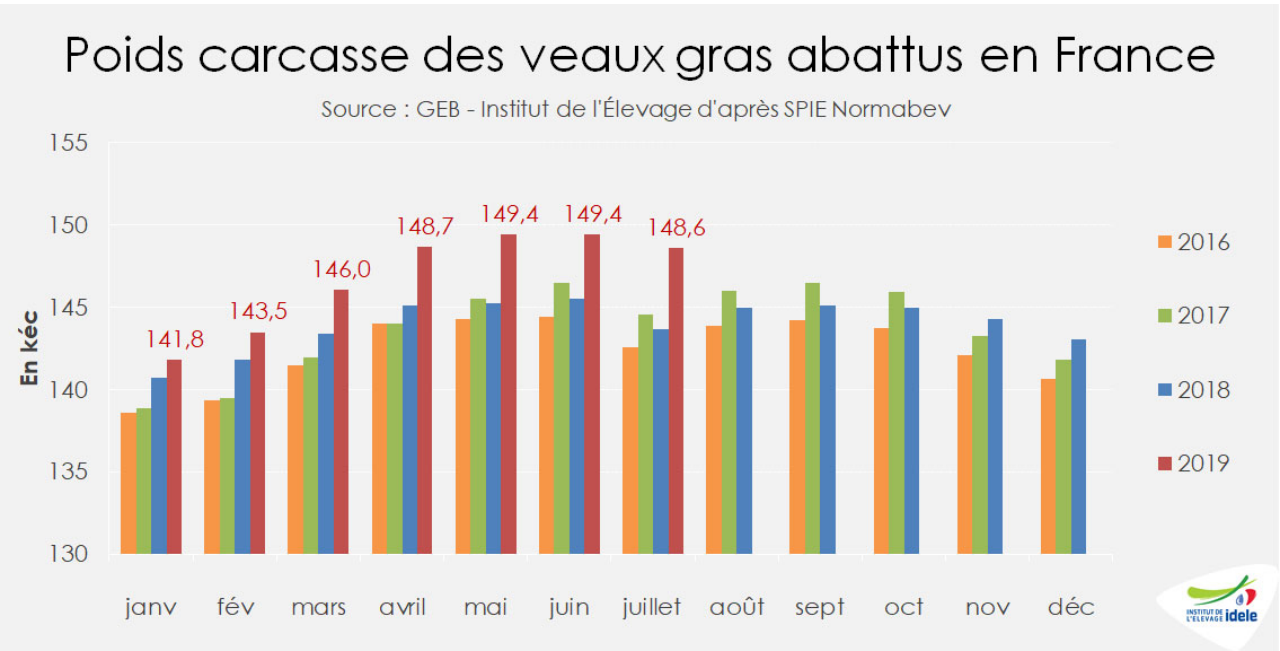
Depuis février, les cours des veaux gras ont baissé sans interruption, tombant à des niveaux historiquement faibles. A 4,90 €/kg équivalent carcasse (kéc) en semaine 36, la cotation du veau rosé clair O élevé en atelier a enregistré un léger sursaut de +9 cts en deux semaines. Elle se trouvait toutefois 60 cts ou 11% sous son niveau de 2018. Cette conjoncture impacte durement l'ensemble de la filière : les résultats économiques des intégrateurs mais aussi certains éleveurs, les indépendants et ceux en intégration dont les contrats prévoient une prestation en partie indexée sur les cours de la viande.

La situation est aussi difficile pour le veau rosé clair R qui subit une dégradation continue de sa valeur depuis plusieurs années, en lien avec le développement du croisement lait-viande. Tombée à 5,52 €/kéc en semaine 36, sa cotation se situe 57 cts ou 9% sous son niveau de 2018, bien qu'elle se soit stabilisée depuis la mi-juillet.



Les retards de sorties ont engendré un alourdissement record des veaux…

La crise qui frappe le secteur depuis le début de l'année a provoqué un allongement des durées d'engraissement et donc un alourdissement des veaux produits. Face à une consommation en berne, les opérateurs ont retardé les sorties des veaux des ateliers d'une à quatre semaines à partir du printemps. Le poids moyen des carcasses a logiquement progressé, de +4 kg d'une année sur l'autre en juillet, à 149 kgéc en moyenne. Depuis le début de l'année, la hausse des poids des veaux est en moyenne de 3 kgéc. L'âge à l'abattage a également progressé d'une semaine en moyenne depuis le début de l'année, atteignant 186 jours.



… suite au déséquilibre offre-demande

Cette crise sans précédent résulte d'une baisse de la consommation concomitante à une progression de la production de viande de veau dans l'Union européenne de +2% /2018 sur 5 mois, à 272 000 téc. Les causes de la dé-consommation en France sont à la fois structurelles et conjoncturelles. Depuis de nombreuses années, la consommation française de viande de veau s'effrite, car la clientèle ne se renouvelle pas. De plus cet hiver, la mise en œuvre de la loi EGALIM aurait ponctuellement perturbé les mises en avant et les promotions dans certaines enseignes de la GMS. Au printemps, les températures très douces puis la canicule ont accéléré le passage des familles à un régime alimentaire estival dont le veau est pour le moment absent.

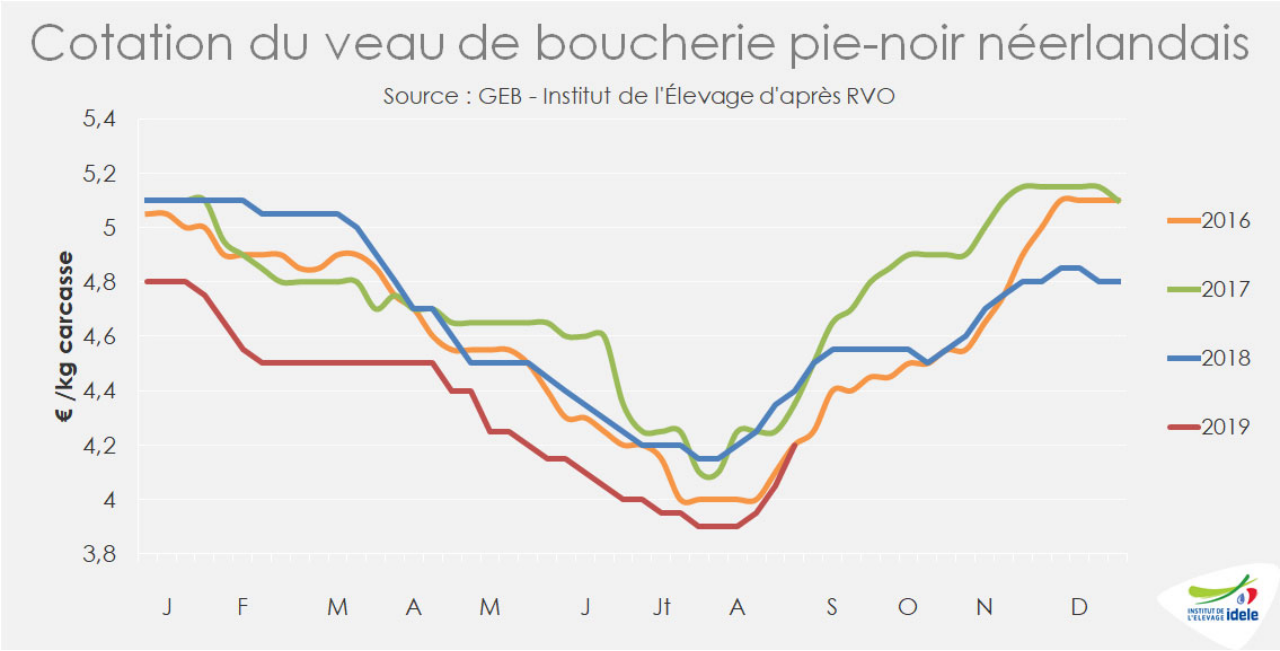
Chute des abattages en juillet

En juillet, les effectifs abattus Corrigés des Variations Journalières d'Abattage (CVJA) ont reculé de -6,5% /2018 et de -10,5% /2017 à 84 300 têtes, en réponse à la demande morose. Du fait de l'alourdissement des animaux, la production de viande en juillet n'a reculé que de -3% /2018, à 12 500 téc, après le pic de production d'avril-mai. Depuis janvier, la production de viande a totalisé 106 900 téc, soit +1,5% /2018 et 2017.

Le cumul des effectifs abattus depuis janvier est quasiment stable par rapport à l'année passée avec 728 900 têtes, soit -0,5% /2018 et -1% /2017. L'engraissement de veaux en France est toutefois en repli de -2% /2018 en effectifs d'après les données SPIE-BDNI sur les 7 premiers mois de l'année. Le maintien des abattages totaux tient à la hausse des importations de veaux finis de 11 700 têtes sur 7 mois, à 32 500 têtes en tout. Depuis mai 2018, les abattages de veaux finis engraissés à l'étranger semblent avoir atteint leur rythme de croisière à 4 600 têtes par mois environ. Selon les opérateurs, la viande de ces animaux est ensuite réexpédiée vers leur pays d'engraissement.

Embellie sur les marchés italien et néerlandais

Au cœur de la crise européenne du veau, il semble que les marchés italiens et néerlandais connaissent un répit. Aux **Pays-Bas**, les prix remontent dès la semaine 33. Le cours du veau pie-noir néerlandais a stoppé sa chute à 3,90 €/kéc début août, pour remonter à 4,20 €/kéc en semaine 35. Selon les experts néerlandais, la reprise de la demande de la GMS, de la boucherie de détail et de la restauration commerciale expliquent une demande ferme à la rentrée. De même, en **Italie**, la cotation du veau gras a repris 50 cts en un mois pour atteindre 5,30 €/kéc.



Aux Pays-Bas, d'après les données Eurostat, les effectifs abattus au premier semestre ont progressé de 1% /2018 à 610 000 têtes, soit +5 300 têtes /2018. La hausse des effectifs correspond au recul des exportations de veaux finis de 80 à 300 kg. Soit une production nationale stable d'une année sur l'autre.

Une suite incertaine

Avec les retards de sorties, les mises en place ont reculé au printemps si bien que la production de veaux devrait reculer cet automne. Si les températures automnales sont normales, pas trop douces, la consommation se rétablira et contribuera ainsi à assainir le marché.

Après plusieurs mois de prix très bas et de fortes perturbations de la production, les intégrateurs sont en première ligne et parlent de pertes économiques importantes qui auraient déstabilisé les acteurs les plus fragiles. Pour les éleveurs, ceux en intégration dont les taux de prestation sont fixes ont plutôt été épargnés jusque-là. D'autres, dont le revenu varie avec les prix (indépendants ou contrats à taux variables), ont subi des pertes, d'autant que les durées de cycles se sont allongées. Le maintien du nombre de places en France sur les prochaines années s'en trouve menacé tandis que le recul de la consommation devrait se poursuivre.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

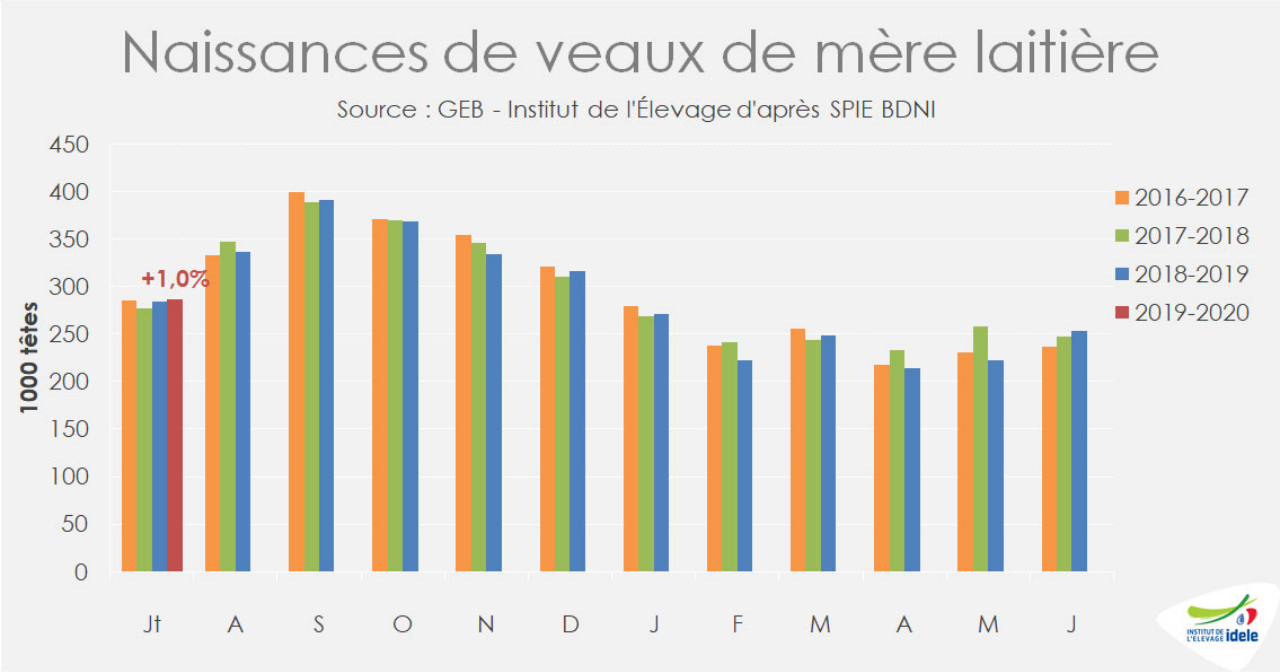
La crise du veau gras met les cours sous pression

Dans le sillage de la crise du veau gras, le marché des petits veaux est très dégradé. Les cours sont historiquement bas après un bref sursaut en juillet. Les exportations atteignent des niveaux record sans assurer une meilleure valorisation des veaux.

Moins de naissances veaux issus du troupeau laitier

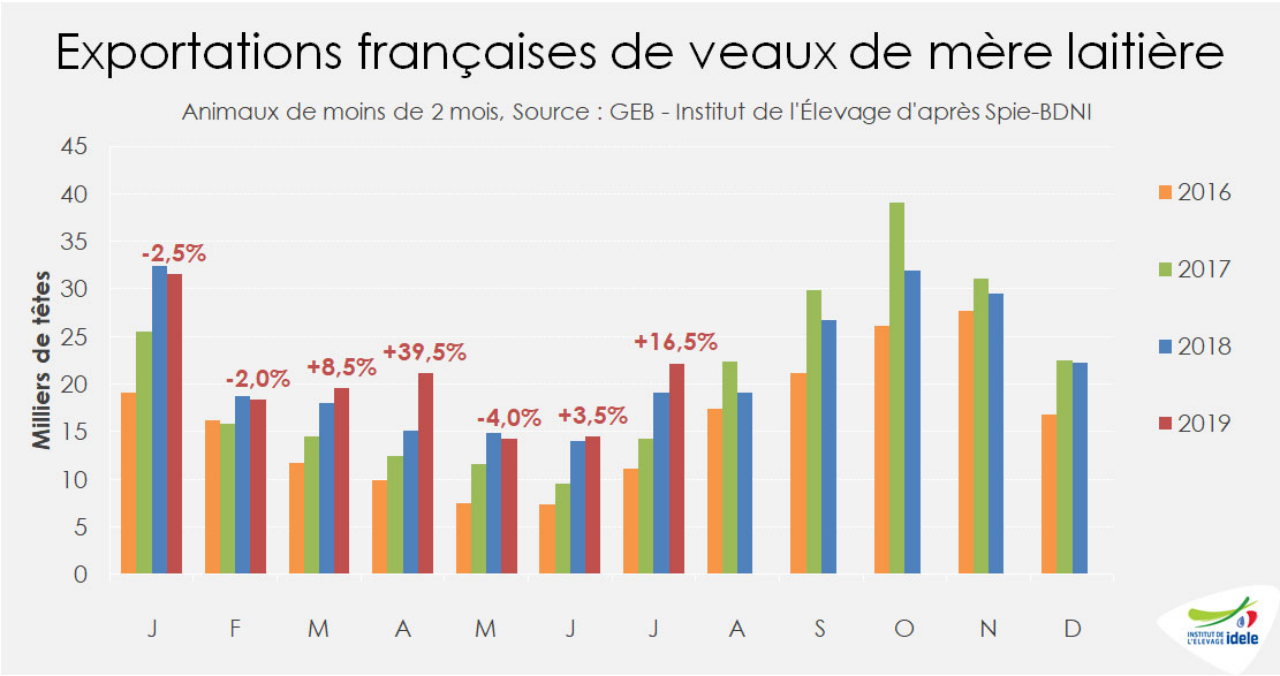
En juillet, les naissances de veaux de mère laitière ont connu un très léger rebond, totalisant 287 000 têtes, soit +1% /2018. Ce bon résultat contraste avec le bilan de la campagne de juillet 2018 à juin 2019 à l'issue de laquelle les naissances ont reculé de -2% /2017-2018, soit sensiblement plus que la baisse désormais structurelle du cheptel de vaches laitières, comprise entre -0,8 et -1,0% par an depuis deux ans. La qualité des fourrages et les problèmes sanitaires posés par la FCO durant l'hiver ont probablement contribué à la dégradation de la natalité du cheptel laitier.

Les naissances de veaux croisés de mère laitière et de père allaitant continuent de progresser, avec 659 100 têtes sur la campagne 2018-2019, soit +1,5% /2017-18 et +10,5% /2016-17. La part des croisés lait-viande dans les naissances de



Mais plus de veaux exportés

En juillet, les exportations de veaux de moins de 2 mois, principalement à destination de l'Espagne, ont bondi de +17% / 2018. Depuis janvier, ils ont totalisé 141 700 têtes, soit +7% /2018 et +37% /2017. Il semble que malgré un marché du JB morne, les engraisseurs espagnols ne ralentissement pas leur activité. Ils profitent de l'offre abondante de veaux à bas prix. Ainsi, en Espagne, le veau frison de moins d'un mois cotait 84 €/tête en semaine 34, soit -36 € ou -30% /2018.

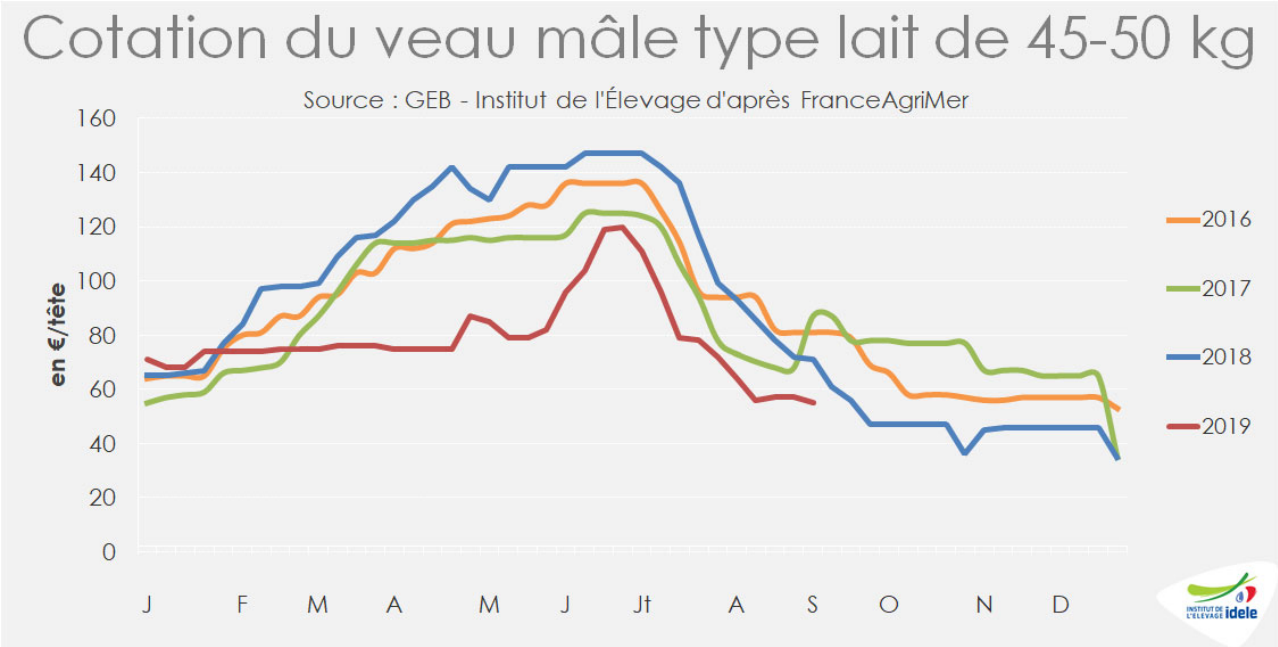


Et moins de veaux importés

Avec l'érosion de l'engraissement français de veaux, les importations ont reculé de janvier à juillet à 16 400 têtes (-20% /2018), malgré les disponibilités limitées en petits veaux français. Toutefois, elles ont été plus nombreuses en mai et juin, au creux des vêlages, pour répondre à la demande des intégrateurs qui doivent disposer de suffisamment de veaux gras finis au début de l'hiver.

Des cours historiquement bas

Le marché du veau nourrisson est directement impacté par la crise que connait la filière du veau gras. Malgré le ralentissement des mises en place et les exportations en hausse, les cours des petits veaux sont à des niveaux très bas. Passées le creux des vêlages, les cotations des petits veaux de type lait qui avaient connu un sursaut en juin-juillet, ont rapidement chuté. Le veau mâle type lait de 45-50 kg cotait 55 €/ tête en semaine 36, soit -6 € ou -10% par rapport à 2018.



En attendant un assainissement du marché du veau de boucherie, les exportations de veaux nourrissons devraient encore progresser, mais avec une faible valorisation. Les cours devraient poursuivre leur chute cet automne,à l'approche des mises en place pour des veaux gras sortant au mois d'avril, période de baisse saisonnière de la consommation de viande de veau.

La sécheresse contient la croissance de la collecte européenne

La sécheresse a contenu sans stopper la croissance de la collecte européenne. La ressource laitière dans les grands bassins excédentaires plafonne ce qui contribue à la bonne tenue les marchés des produits laitiers.

L'érosion des cours du beurre parait stoppée. Le redressement du marché des protéines laitières se poursuit. L'UE-28 a rétabli ses fabrications de poudres grasses, redevenues compétitives, parallèlement à un arrêt momentané de la croissance des productions fromagères.

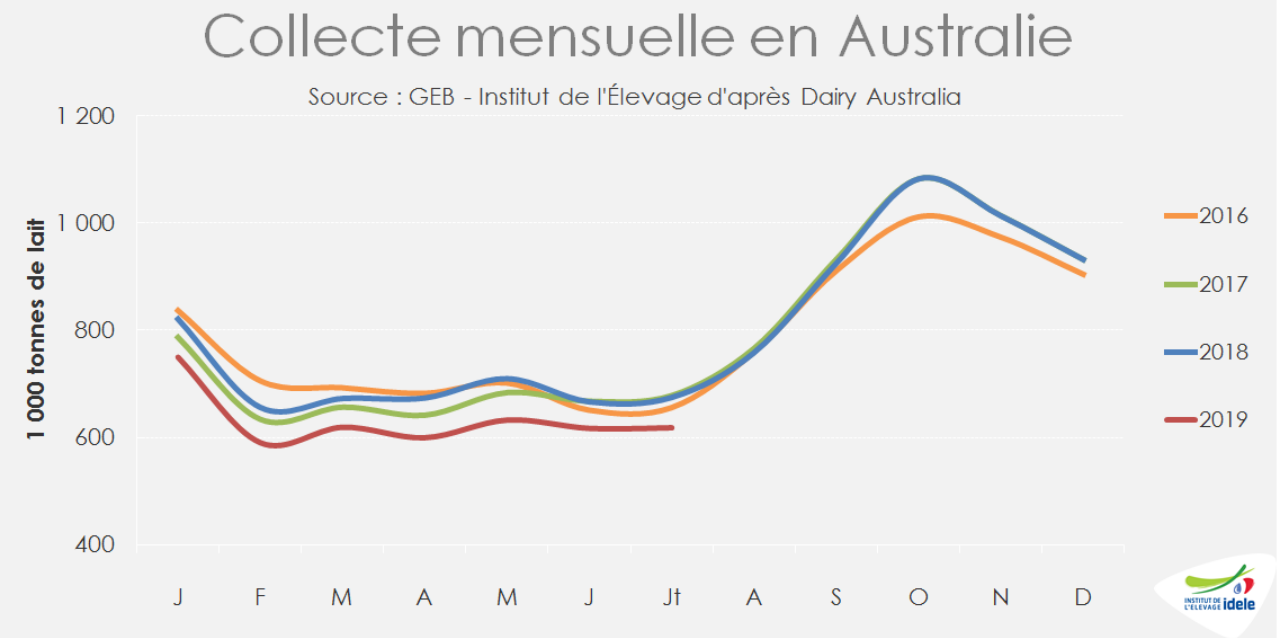
Stabilisation dans les grands bassins exportateurs

Seule la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne ont enregistré une hausse de leur production laitière en juillet, qui a tout juste compensé le repli de l'Australie, pays toujours touché par les conséquences de la sécheresse. Les productions étatsunienne et argentine ont affiché une relative stabilité.

Australie : poursuite du déclin

L'hiver austral n'a pas altéré la tendance baissière de la production australienne. Elle a reculé de 8,4% en juillet et de 9% sur les 7 premiers mois de l'année.

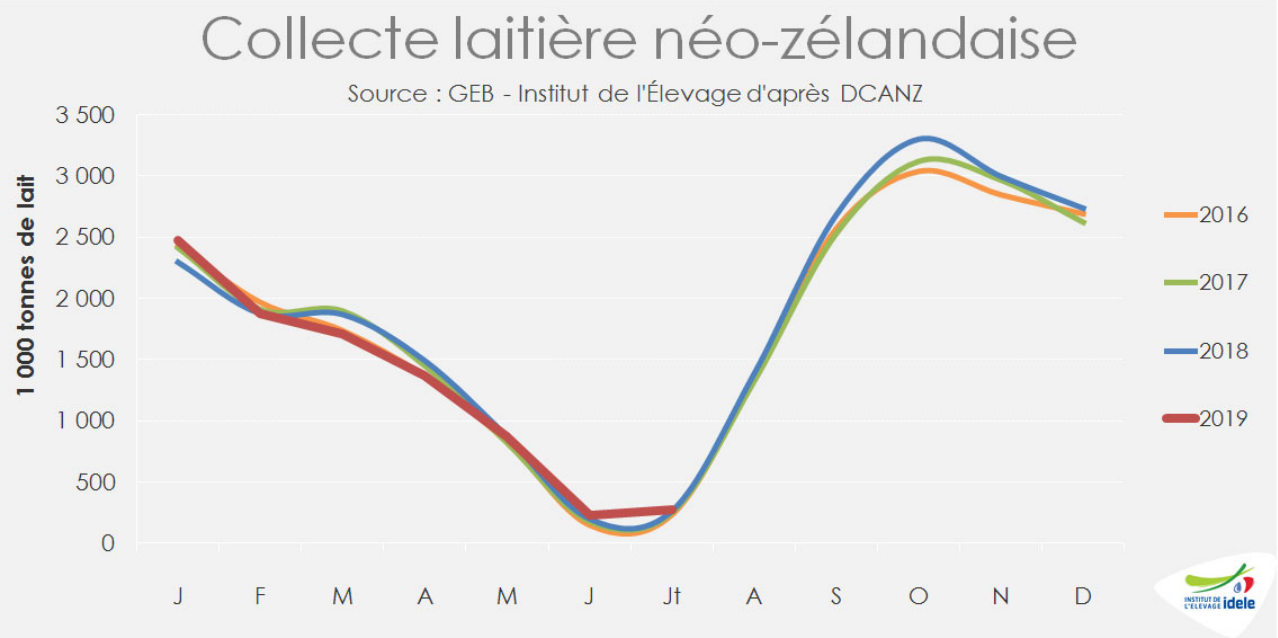
En se basant sur le recul du cheptel laitier et les difficultés financières des éleveurs, Dairy Australia anticipe un repli de la production compris entre -3% et -5% pour la campagne 2019/20 qui débute. Les réformes laitières ont été abondantes depuis un an, un certain nombre de fermes laitières ont cessé leur activité et les prix de l'alimentation, y compris l'eau dans certaines régions, ont atteint des niveaux historiques.



Le recul touche maintenant toutes les régions australiennes et Fonterra projette la fermeture d'une usine de transformation, compte tenu de la collecte en forte baisse dans le pays.

Nouvelle-Zélande : un début de campagne dynamique

Après une fin de campagne 2018/19 morose, due à des conditions climatiques difficiles, la production laitière néozélandaise a rebondi depuis juin. Grâce à des conditions climatiques favorables à la pousse de l'herbe, la hausse sur les deux premiers mois de la campagne 2019/20 atteint +9% /2018.Mais sur les 7 premiers mois de l'année calendaire, la production affiche toujours un repli (-0,7% /2018).



Les mauvais résultats financiers de Fonterra, largement dus aux investissements à l'étranger, ont conduit à l'absence de distribution de dividende cette année, ce qui pourrait peser sur les revenus des agriculteurs néozélandais. La coopérative a en outre maintenu une prévision de prix très ouverte pour la campagne en cours, entre 6,25 to $7,25 NZ$ par kilogramme de matière sèche, compte tenu des incertitudes des marchés laitiers.

Argentine : stabilisation de la production en juillet

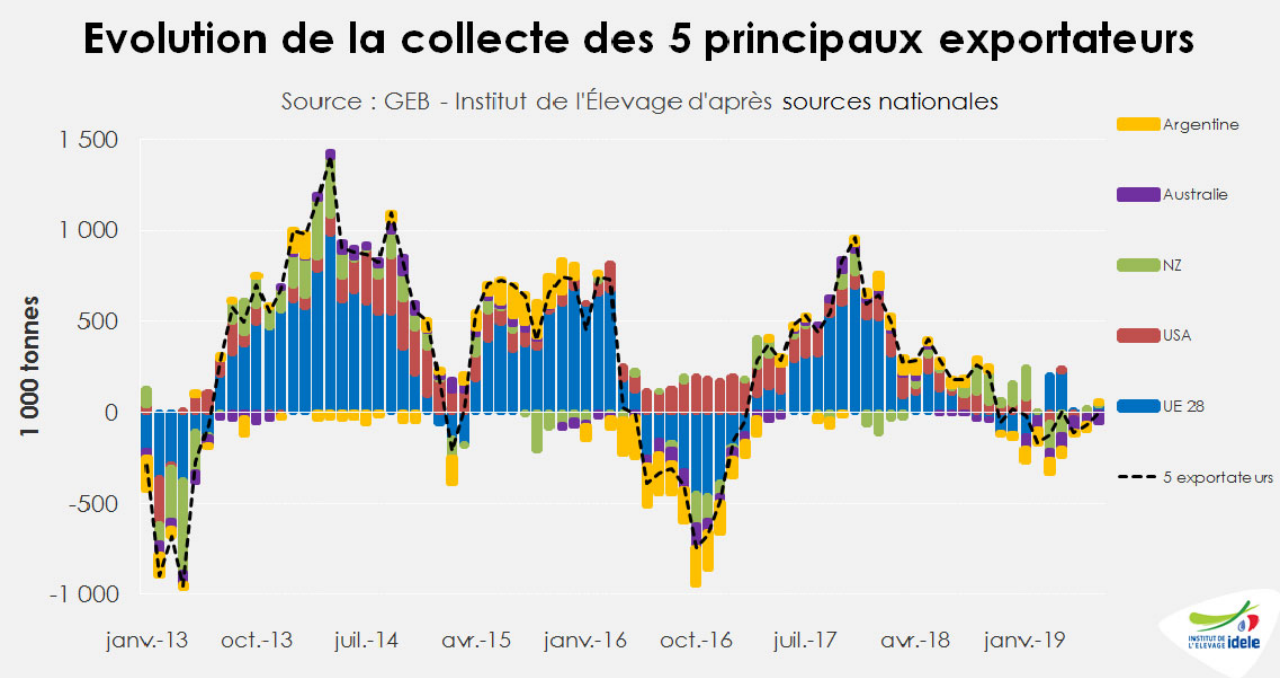
Après avoir connu des conditions climatiques extrêmes durant l'été austral (température élevée et forte hydrométrie) affectant durement la production laitière sur le premier semestre (-6% /2018), l'Argentine a bénéficié d'un automne austral plus favorable qui a permis de stabiliser la production en juillet.

États-unis : recul inexorable du cheptel laitier

En juillet, comme sur les 7 premiers mois de l'année, la production étatsunienne se maintient au niveau de 2018. La remontée du prix du lait à la production depuis janvier (+21% /2018 à 412 $/t en juillet) redresse la marge sur coût alimentaire, la plus élevée depuis mai 2018, qui efface ainsi la hausse du prix de l'alimentation de ces derniers mois.

Malgré cette marge en hausse, les abattages de vaches laitières se sont poursuivis à un rythme élevé : en juillet, le cheptel a diminué de 9 000 têtes par rapport à juin pour s'établir à 9,31 millions de têtes (-0,9% /2018), l'effectif le plus bas depuis janvier 2016. Ce repli du cheptel laitier est tout juste compensé par une hausse de sa productivité (+0,9%).

Au total, la production laitière agrégée des 5 grands bassins exportateurs s'est à peine stabilisée en juillet.



Lait de vache » Collecte laitière »

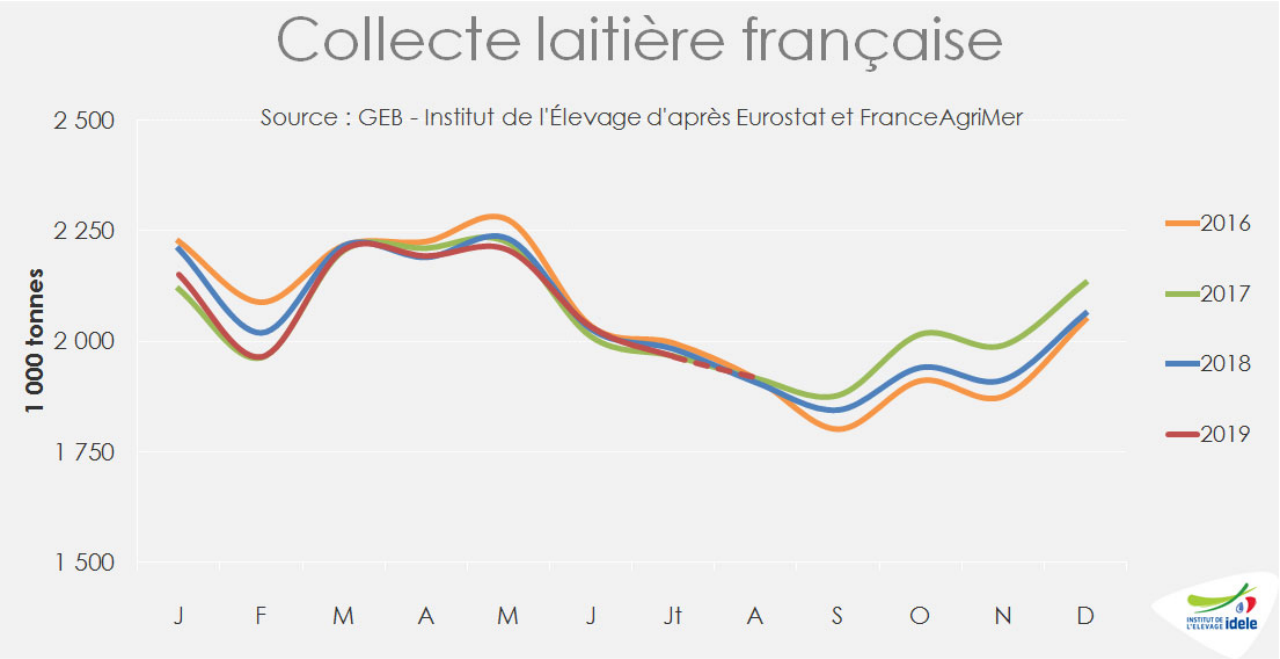
Les conditions météorologiques affectent une nouvelle fois la production laitière européenne

La sécheresse et les vagues de chaleur estivales de juin et juillet ont impacté la production laitière dans de nombreux pays européens, notamment en France et en Allemagne. Seules les îles britanniques ont maintenu un rythme de croissance de la production relativement élevé.

Un été en demi-teinte en France…

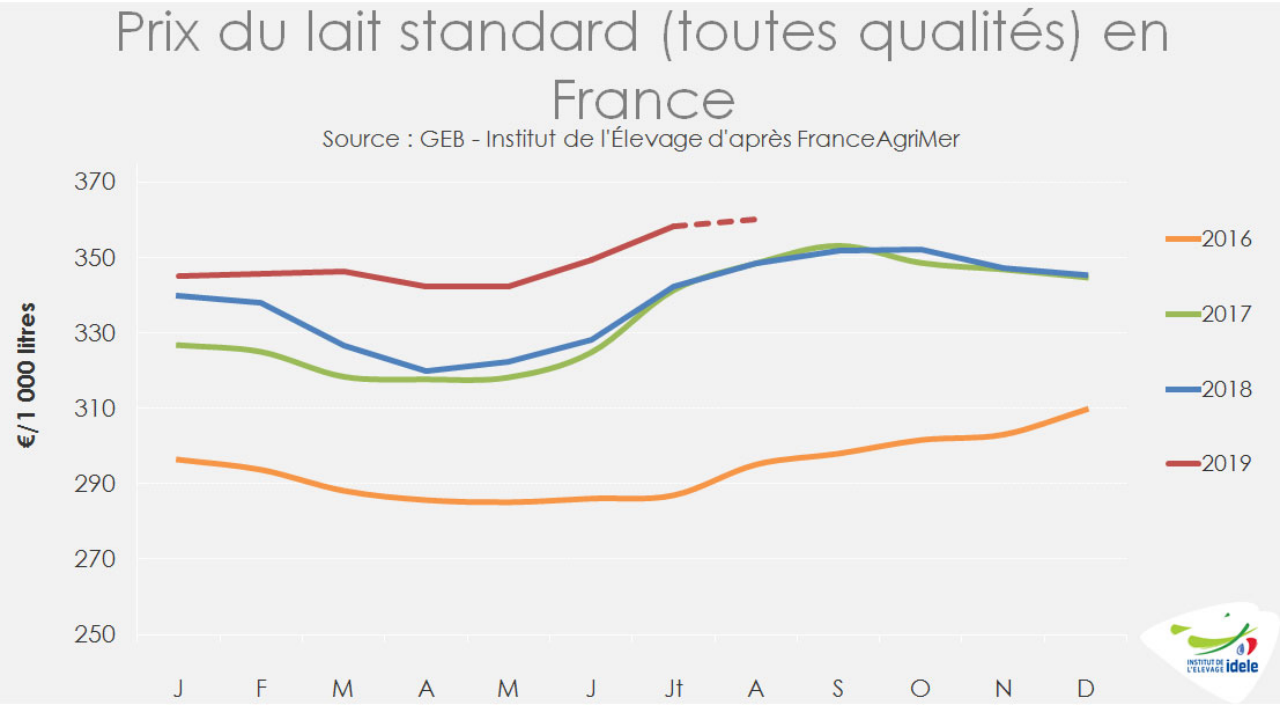
Après 10 mois consécutifs de recul, la collecte laitière française a retrouvé des couleurs en juin (+0,2% /2018). Mais impactée par la sécheresse et les vagues de chaleur estivales, elle a de nouveau baissé en juillet, de -0,9% /2018 selon l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer. Sur les sept premiers mois, le repli se chiffre à -1,1%.

Le Grand Est (-3,3%), l'Auvergne Limousin (-4,3%) et le Centre (-5,5%) demeurent les bassins les plus affectés. Le Grand Ouest (+0,6%) et le Nord Picardie (+0,5%) enregistrent des hausses modérées tandis que la production normande est plus dynamique (+2,7%) grâce à un cheptel étoffé et de très bonnes conditions climatiques.



Avec 3,617 millions vaches laitières au 1er juin 2019 (-0,9% /2018), la baisse tendancielle régulière du cheptel laitier s'est poursuivie en juillet. Mais les conditions météorologiques à venir conditionneront le niveau des réformes. Le déficit de production cumulée des prairies permanentes atteint en effet des niveaux alarmants, touchant les 2/3 des régions fourragères. En outre, la production nationale de maïs-fourrage serait en baisse de 4 % par rapport à 2018. Les éleveurs ont donc encore une fois dû puiser dans leurs stocks à peine reconstitués au printemps, avec le risque de compromettre l'alimentation hivernale des cheptels.

A 358 €/1 000 l en juillet, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) s'est apprécié de 17 € de mai à juillet, sous l'effet des indices saisonniers positifs versés par la plupart des laiteries et peut-être également des premiers effets de la loi Egalim. Il demeure supérieur à son niveau de l'année dernière (+4,7%) à pareille époque. Le prix payé aux livreurs s'est, lui, apprécié plus modérément entre mai et juillet 2019 (+4 €), mais demeure plus élevé que l'année dernière (+5% /2018 à 368 €/1 000 l). Après une légère hausse estivale, il pourrait au mieux se stabiliser cet automne, malgré une valorisation du lait transformé en beurre-poudre légèrement baissière.



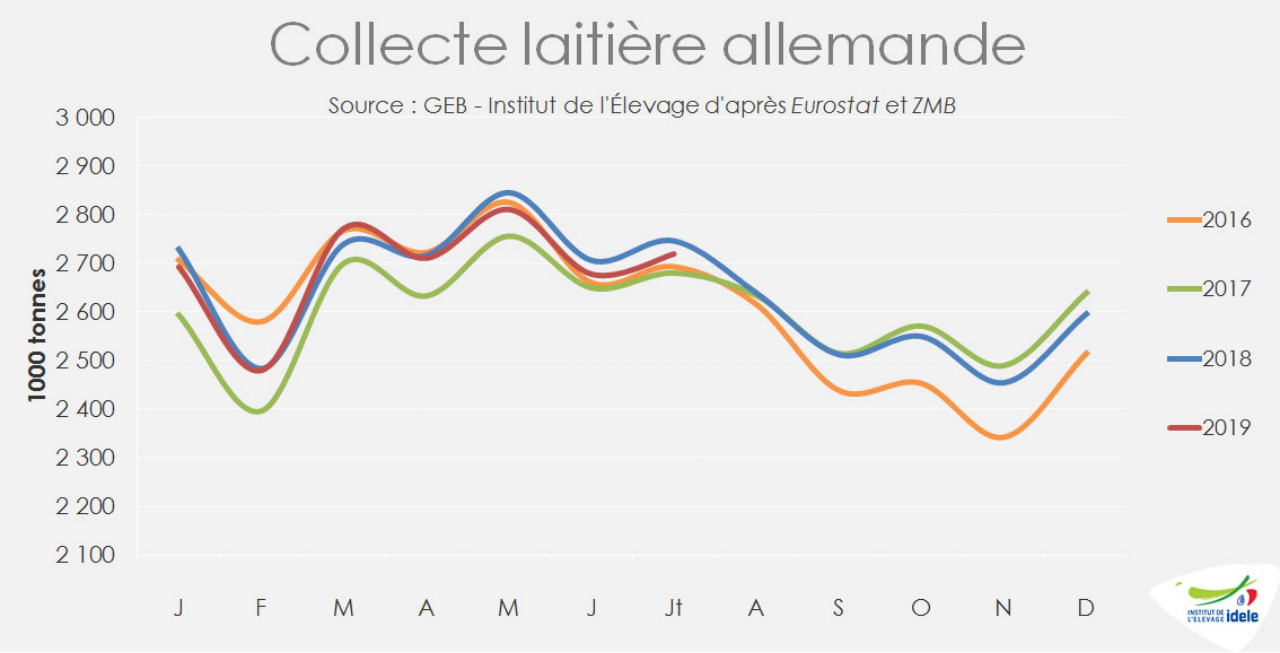
Malgré le peu de précipitations en août, la collecte française a affiché une légère hausse, entre +0,5 % et 1% par rapport au très bas niveau de 2018, d'après nos estimations basées sur les sondages hebdomadaires de Franceagrimer. La région Grand Est semble avoir particulièrement souffert au cours de ce mois.

Si les conditions climatiques redeviennent plus normales, la collecte pourrait toutefois légèrement progresser cet automne par rapport au faible niveau de l'an dernier, Dans le cas contraire, on ne peut exclure un nouvel effritement de la collecte française.

…et en Allemagne

Au premier semestre 2019, la production laitière allemande a reculé de 0,5% /2018. Cette baisse concerne tous les Lnder, sauf la Rhénanie du Nord-Westphalie qui enregistre une hausse de 7%. Les Lnder de l'Est et du Sud (Bavière, Bade-Wurtemberg) ont été les plus touchés avec des baisses comprises entre -1,5% et 3%. A l'inverse, les Lnder du Nord affichent des évolutions très légèrement négatives. La production de lait biologique a, en revanche, poursuivi sa progression (+5,2% /2018 sur le premier semestre) et représente dorénavant 3,7% de la production nationale.

Impactée par les fortes chaleurs en juillet, la production laitière a de nouveau reculé d'environ -1%. Elle s'est ensuite redressée en août de +0,5% /2018, malgré un nouveau repli sur la dernière semaine.



A 310 €/1 000 l (-2%/2018), le prix standard allemand (ramené 32 g de MP et 38 g de MG) a poursuivi son effritement au cours de l'été (-2 € depuis juin et -10 € depuis janvier), sous la pression des cours des commodités beurre-poudre maigre dont les cotations n'ont pas progressé. De son côté, si le prix du foin a diminué, il reste supérieur à celui de l'année dernière et à la moyenne de ces dernières années.

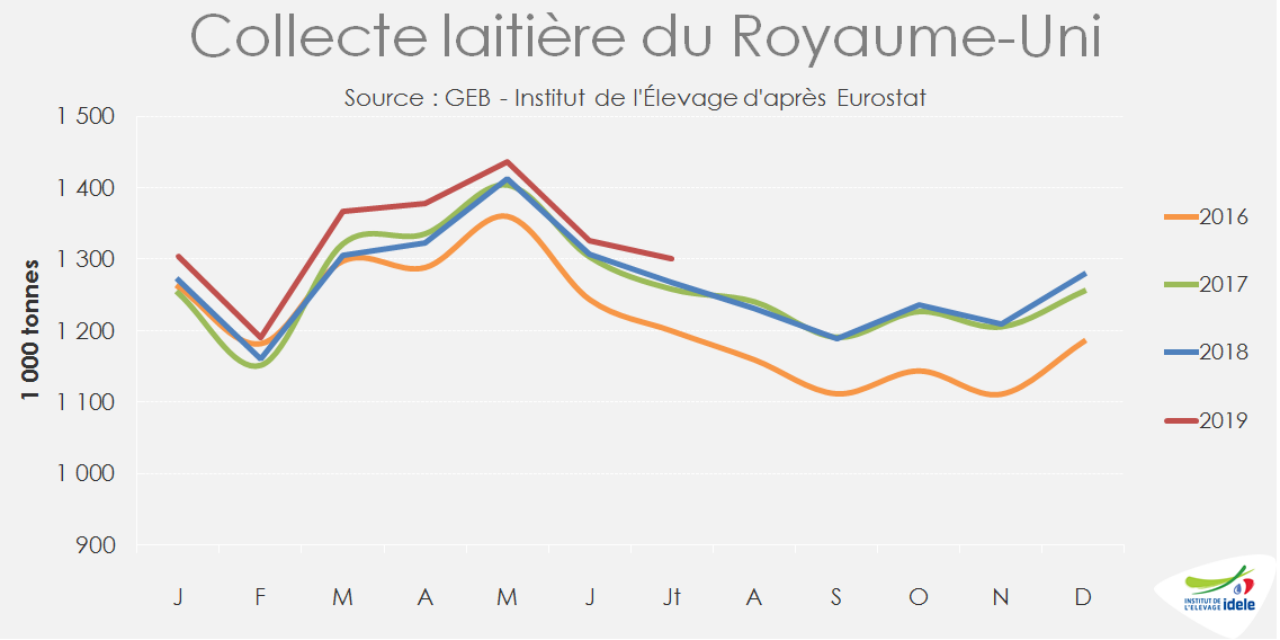
Un repli de la production dans la moitié des pays de l'UE-28

Outre la France et l'Allemagne, de nombreux pays ont enregistré une baisse de leur production. Aux **Pays-Bas**, sous l'effet d'un cheptel désormais très contracté, le repli s'est poursuivi au cours de l'été, et se chiffre à -2,6 %/2018 sur les sept premiers mois de l'année. Après un rebond en juin, le prix du lait garanti par FrieslandCampina est retombé en juillet et en août à son plus bas niveau de l'année (350 €/ 1 000l, -7% /2018).

Plus étonnante, après quatre premiers mois dynamiques (+2% /2018), la production **danoise** a entamé un recul marqué entre mai et juillet (-1,3% /2018).

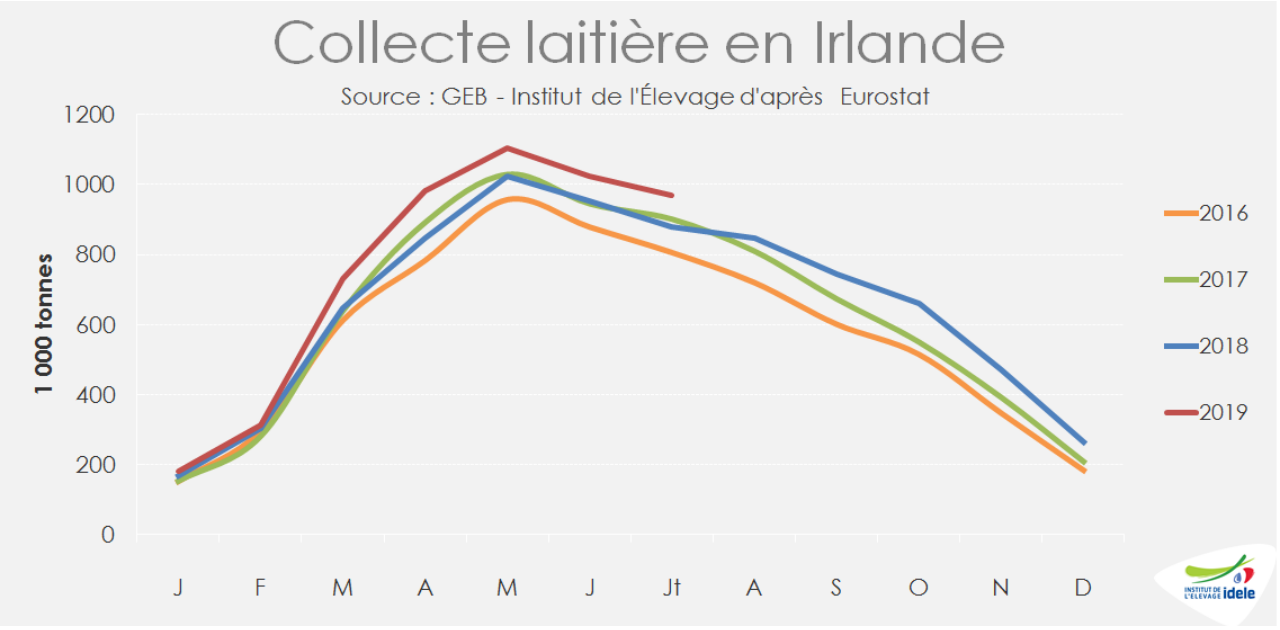
Nouveaux records de production dans les îles britanniques

La production ne cesse de progresser au **Royaume-Uni** (+3% / 2018 sur les 7 premiers mois) grâce à des rendements par vache relativement élevés depuis le début de l'année, tirés d'abord par une hausse des concentrés dans la ration puis par la bonne pousse de l'herbe. Cette évolution a plus que compensé la baisse du cheptel laitier (-2,7%/2018 au 1er juillet en Grande-Bretagne).



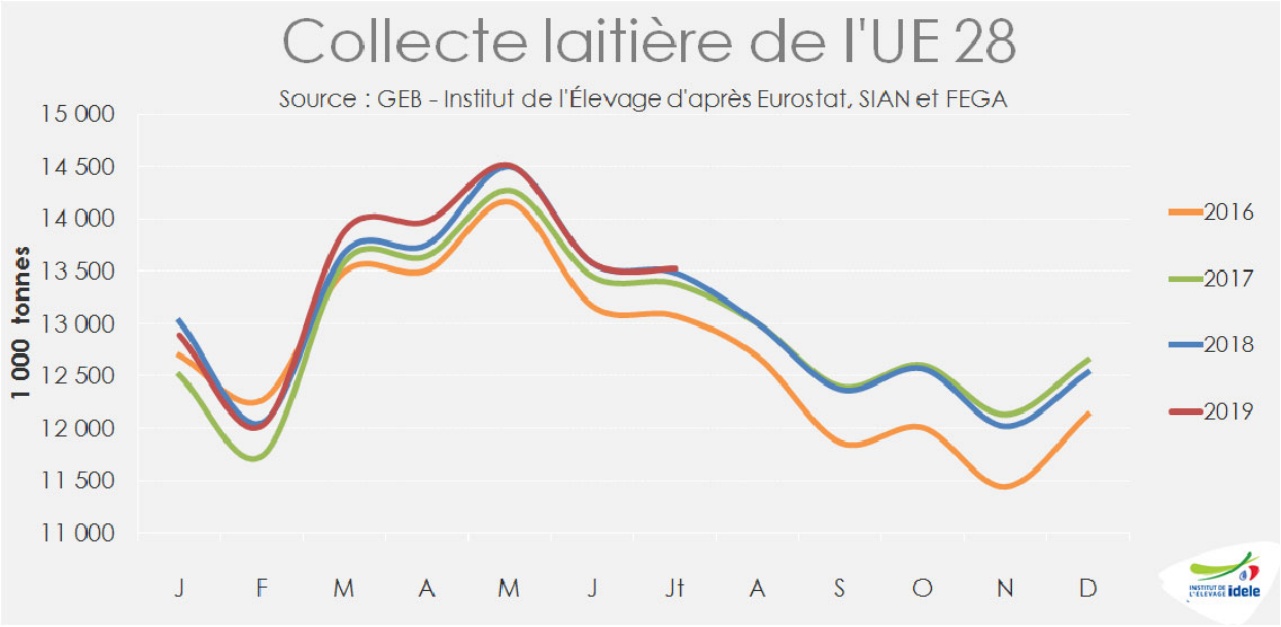
A 9,3 millions de tonnes, il s'agit du plus haut niveau depuis 25 ans. Après avoir été très dynamique en mars et avril (entre +4% et +5% de hausse par rapport à 2018), le rythme de croissance s'est cependant ralenti à l'entrée de l'été et devrait poursuivre cette tendance sur la fin de l'année. Les rendements devraient en effet se rapprocher des niveaux de l'année dernière, avec le remplacement des concentrés par des fourrages abondants cette année.

Mais la progression la plus forte sur les 7 premiers mois revient à l'**Irlande** (+10% /2018), avec également un nouveau record historique. Le secteur a bénéficié de bonnes conditions climatiques (printemps doux et humide) et un cheptel étoffé. Cependant, le prix du lait ne cesse de reculer pour atteindre 305 €/1 000 litres en juillet (-4% /2018), le niveau le plus bas depuis novembre 2016. Les coopératives irlandaises mettent en avant la demande mondiale peu dynamique, notamment sur le beurre, pour justifier ces baisses de prix.



Enfin, après une forte croissance sur les 4 premiers mois de l'année, la production polonaise a marqué le pas à partir de mai (+0,3% /2018) et a même reculé en juin (-0,5% /2018). Un rebond a eu lieu en juillet (+1% /2018), mais la sécheresse, qui a également sévi dans le pays, fait craindre un manque de fourrages dans les semaines à venir.

En somme, la production laitière **européenne** enregistre une croissance limitée en juillet (+0,3% /2018), comme sur les 7 premiers mois (+0,3% /2018), qui repose essentiellement sur le dynamisme des îles britanniques.



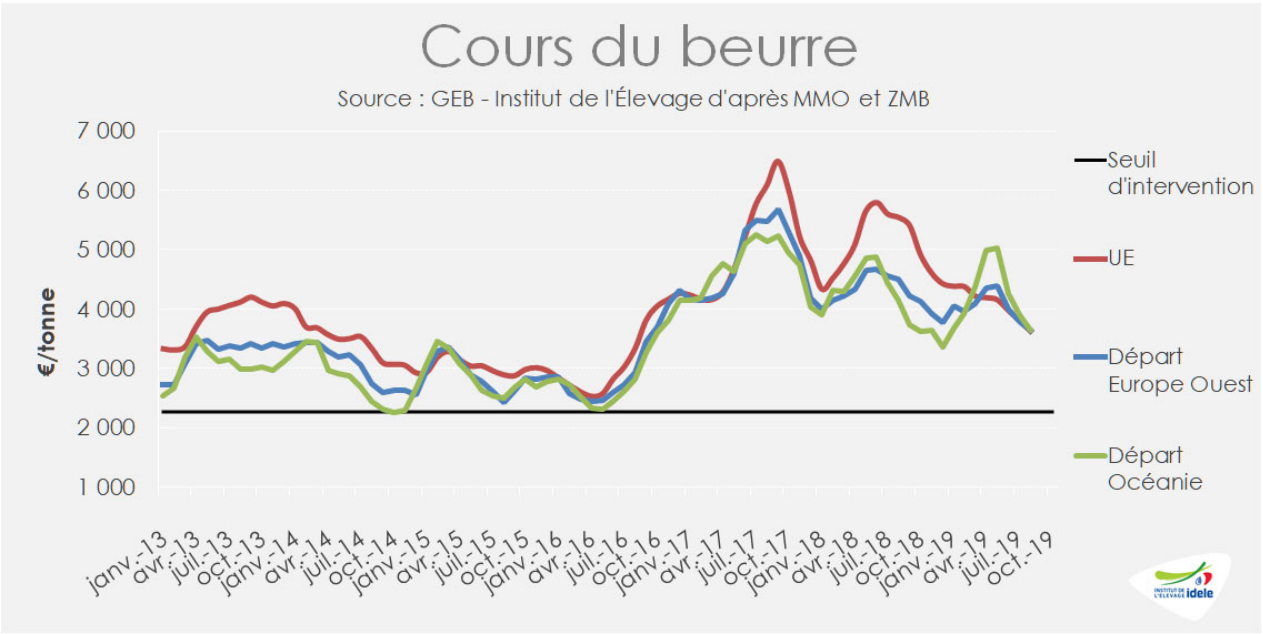
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Le rétablissement des marchés se poursuit

Les marchés des produits laitiers bénéficient du léger reflux des ressources laitières dans les grands bassins excédentaires. L'érosion des cours du beurre parait stoppée. Le redressement du marché des protéines laitières se poursuit. L'UE-28 a rétabli ses fabrications de poudres grasses, redevenues compétitives, aux dépens de celles de fromages.

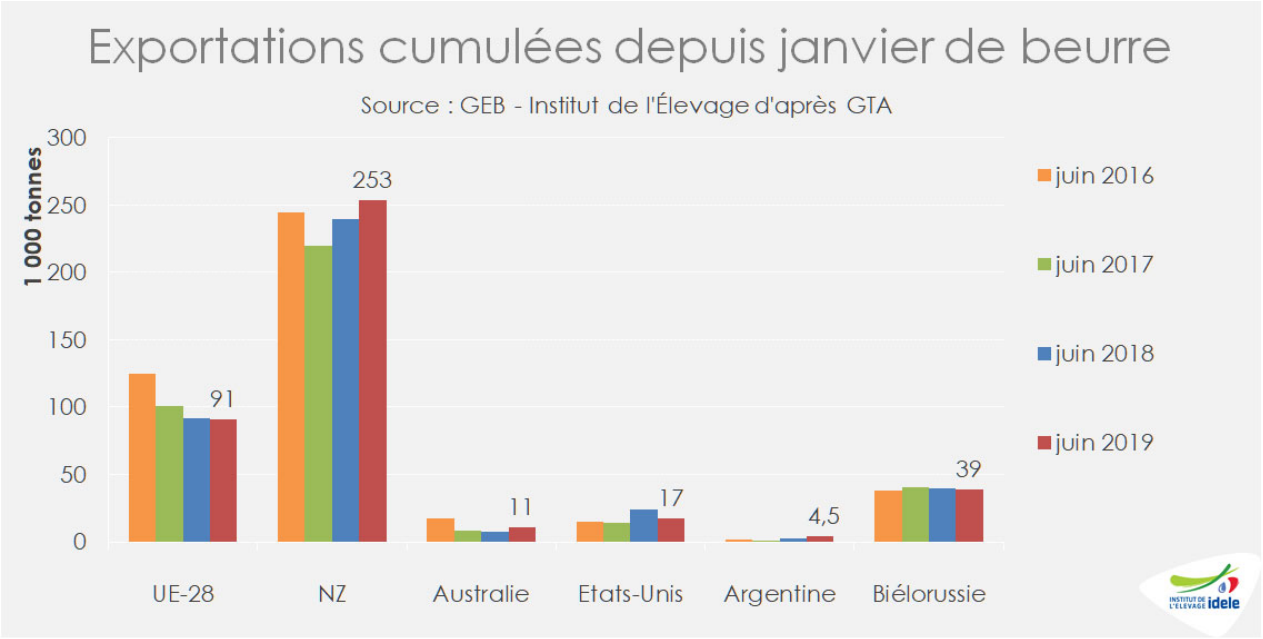
Marché du beurre plus équilibré

Le marché du beurre semble mieux orienté depuis septembre. Après s'être fortement déprécié au 1er semestre, le cours du beurre cube s'est stabilisé en Europe début septembre. La cotation ATLA sur le marché spot s'est stabilisée à 3 550 €/t en août après avoir décroché de près de 1 000 €/t en six mois et de 2 000 €/t en un an (-35% /2018). Ramené à 3 640 €/t en août, le prix du beurre exporté d'Europe de l'Ouest est redevenu compétitif. Il est repassé sous celui du beurre néozélandais qui s'est moins déprécié en un an (-15% /2018 à 3 650 €/t).



Au 1er semestre, les fabrications européennes de beurre ont été relancées (+2,5% /2018), malgré une ressource laitière plutôt stable. Les transformateurs européens ont alors de nouveau privilégié les fabrications de beurre/poudre maigre aux dépens de celles de fromages. La consommation de beurre a retrouvé de la vigueur, notamment en Allemagne où le prix au détail a fortement baissé (de 1,90 €/kg en juin 2018 à 1,50 €/kg en juin 2019) et en France depuis juin. Dans le même temps, les exportations de beurre, tombées au plus bas en 2018, ont repris (+9% /2018 au 1er semestre), retrouvant presque le bon niveau de 2017. Les importations ont de leur côté fléchi en juin après avoir été relativement élevées les mois précédents (+5% /2018 au 1er semestre). Malgré cela les stocks de beurre dans les entreprises se sont fortement étoffé (+ 85 000 t en un an à 250 000 t mi 2019).

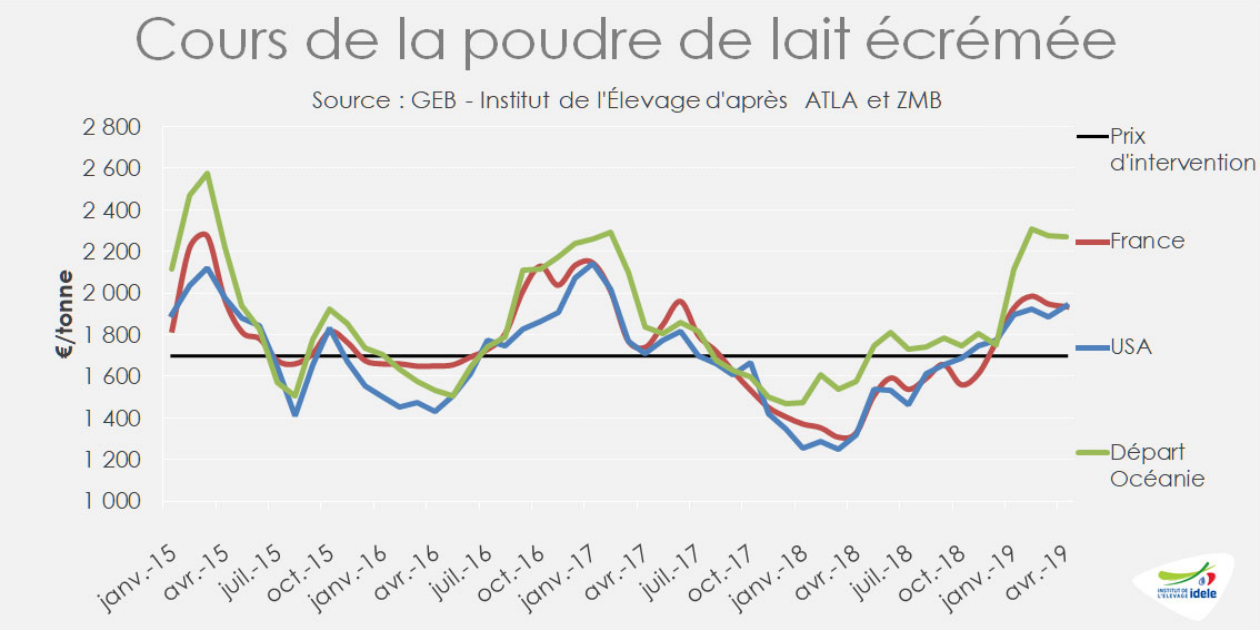
L'UE a globalement maintenu ses exportations, elle a vendu plus de beurre, mais moins de beurre anhydre, faute de compétitivité face à la Nouvelle-Zélande qui a fait un retour en force grâce à la forte reprise de sa collecte (+6% /2018 à 253 000 t). Dans le même temps, les exportations de beurre étatsunien ont chuté (-29% /2018 au 1er semestre) suite à l'arrêt de la croissance de la production laitière états-unienne et face à une demande intérieure ferme. En somme, les échanges internationaux de beurre ont été relancés (+6% /2018) au 1er semestre grâce au retour de la Nouvelle-Zélande et au dynamisme de fournisseurs secondaires comme l'Inde (x3,5 au 1er semestre 2019 /2018).



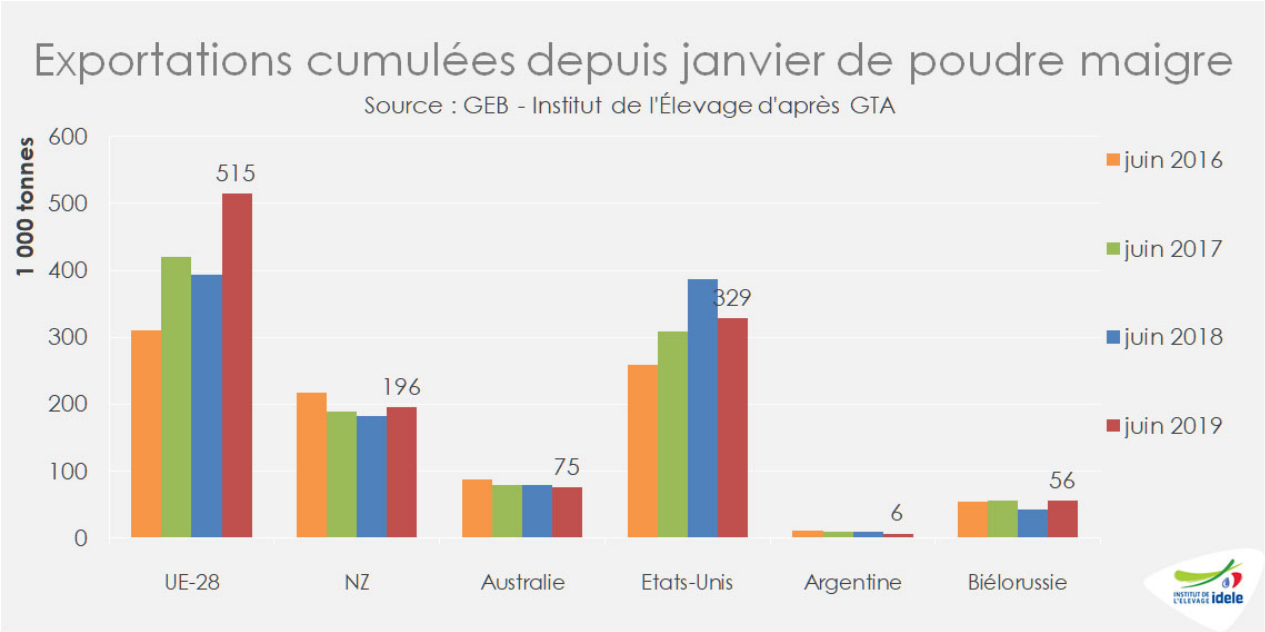
D'ici la fin de l'année, les cours du beurre pourraient se stabiliser, si la ressource laitière se maintenait globalement dans les grands bassins excédentaires, d'autant que l'UE-28 dispose de stocks conséquents à l'entrée de l'automne. En revanche, le marché du beurre pourrait se tendre de nouveau dans le cas une ressource laitière réduite.

Marché de la poudre maigre : rétablissement progressif des cours

Le marché de la poudre maigre pourrait se tendre de nouveau cet automne. Le cours européen s'est stabilisé cet été après s'être apprécié de +200 €/t en six mois. A 2 080 €/t en août, il a bondi de +35% en un an. Il demeure toutefois encore éloigné du sommet atteint début 2014 (3 300 €/t). Le prix de la poudre maigre exportée d'Europe de l'Ouest demeure plus compétitive que celle en partance d'Océanie (respectivement 2 135 € et 2 230 €/t en août).



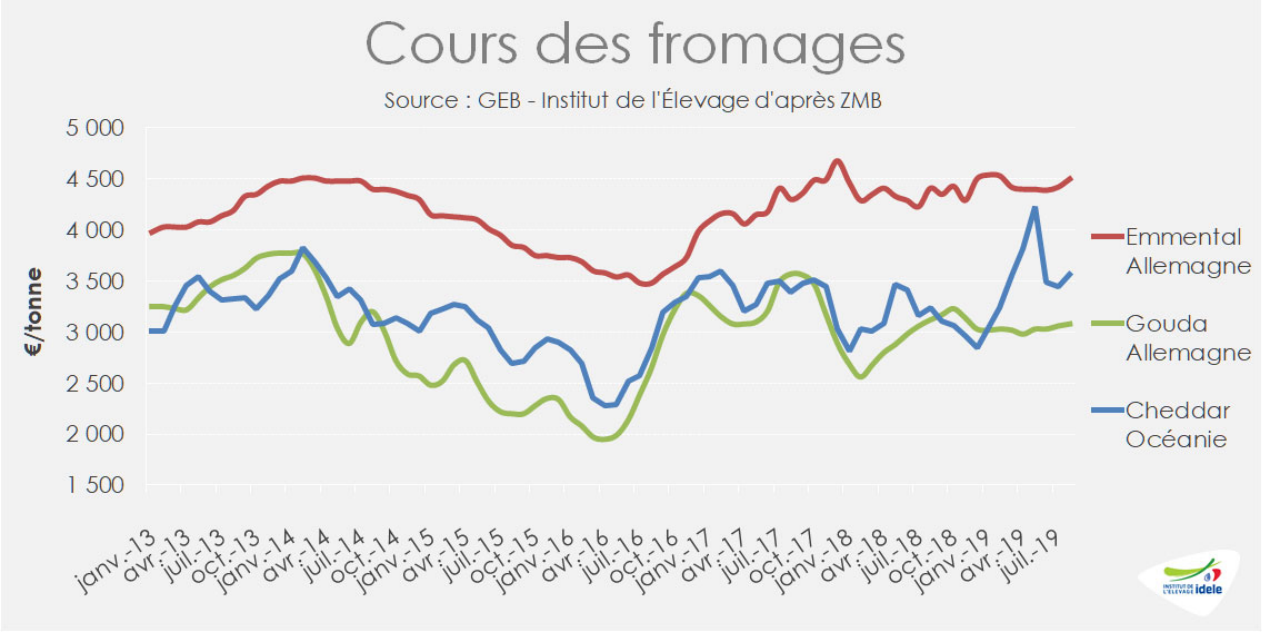
Au 1er semestre, la demande internationale en poudre maigre a été très soutenue. Les échanges internationaux ont fortement progressé (+7% /2018 soit +90 000 t), grâce notamment aux achats chinois (+28% /2018 à 180 000 t). L'UE-28 a fourni l'essentiel des échanges supplémentaires et a plus que compensé le repli étatsunien consécutif à l'arrêt de la croissance de la collecte étatsunienne. Ses exportations ont bondi (+31% à 515 000 t), grâce à la remise en circulation des stocks d'intervention et à la reprise des fabrications (+1,3% /2018).



Au 2nd semestre, les exportations européennes de poudre maigre seront moins dynamiques, mais probablement supérieures à celles de l'an dernier à pareille époque, grâce à des stocks entreprise encore étoffés, estimés à plus de 200 000 t mi 2019. Aux États-Unis, les fabrications et les exportations demeureront ralenties tant que la production laitière ne sera pas relancée, d'autant que la demande intérieure est bien orientée et que les stocks sont stables d'une année sur l'autre.

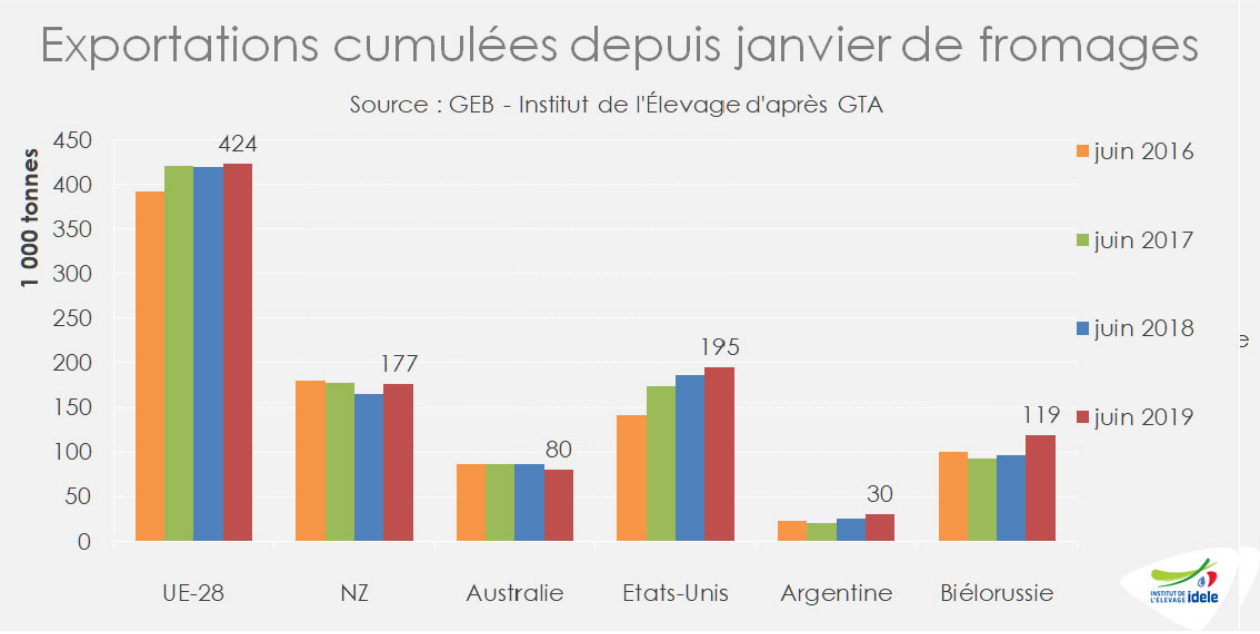
Fromages : marché ferme et équilibré

Les cours des fromages commodités se sont faiblement appréciés durant l'été. A 3 080 €/t en août, le cours du gouda en Allemagne a augmenté de 50 € en 2 mois. Toutefois, il retrouve à peine le niveau de l'an dernier à pareille époque. La cours de l'emmental se tient mieux à 4 480 €/t (= /2018).



Les fabrications européennes de fromages ne semblent pas relancées. Elles ont été stationnaires au 1er semestre 2019 /2018 sous l'effet d'un léger fléchissement en juin. Dans le même temps, la demande européenne de fromages s'est tout au plus maintenue. Les achats des ménages ont été stables au 1ersemestre en Allemagne, malgré un petit sursaut en juin (+1% /2018), et ont été mieux orientés en France.

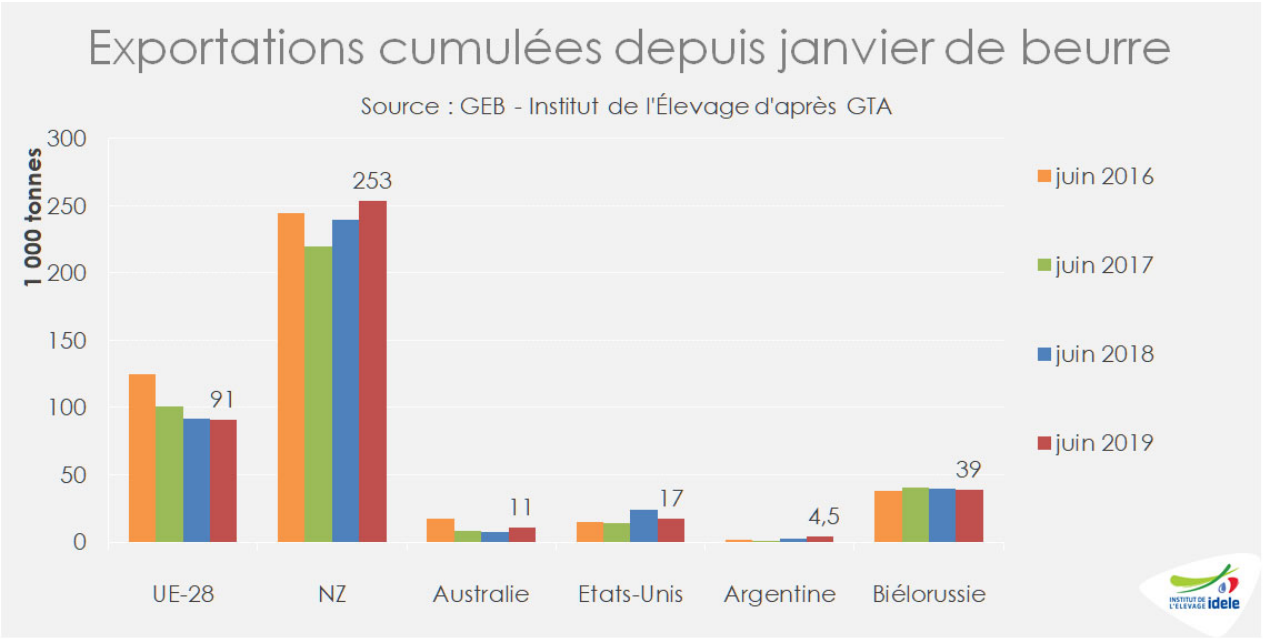
Les stocks européens de fromages, déjà élevés en début d'année, ont été fortement étoffés au 1er semestre 2019, de +160 000 t soit +50% en 6 mois, malgré des fabrications au plus stationnaires. Les exportations européennes de fromages, ont faiblement progressé au 1er semestre (+1% /2018), surtout en direction du Japon, de l'Australie, de l'Algérie et de la Chine. Dans le même temps les échanges internationaux ont davantage progressé (+5% soit + 46 000 t), grâce aux expéditions accrues des autres grands fournisseurs (Nouvelle-Zélande, États-Unis, Argentine et Biélorussie).



Portés à 480 000 t début juillet 2019, les stocks européens de fromages devraient se résorber au 2ndsemestre grâce à une légère reprise de la demande européenne et des exportations sur pays tiers.

Marché des poudres grasses : reprise des exportations européennes

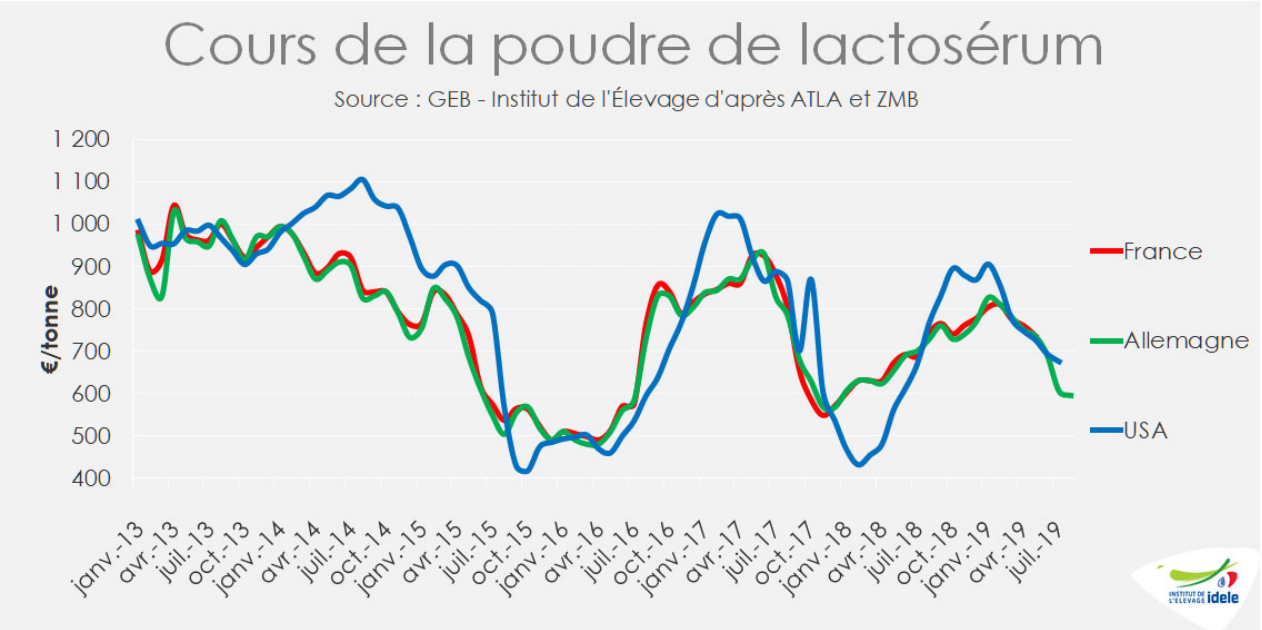
Depuis mai, les transformateurs européens reviennent progressivement sur le marché mondial des poudres grasses qu'ils avaient délaissé face au rouleau compresseur néo-zélandais. Les fabrications européennes ont dépassé en mai le bas niveau de l'an dernier et en juin celui des trois années précédentes. Très ralenties jusqu'en mai, les exportations ont presque égalé en juin le niveau 2018 et l'ont probablement dépassé durant l'été.



Depuis cet été, les poudres grasses européennes sont redevenues compétitives. A 2 860 €/t, le prix moyen dans l'UE-28 est aligné sur celui des poudres océaniennes. Dans les prochains mois, les fabrications et les exportations de poudres grasses pourraient se maintenir sauf si la Nouvelle-Zélande revenait en force grâce à une collecte laitière très dynamique.

Marché de la poudre de lactosérum plombé par la Chine

Le cours de la poudre de lactosérum destinée à l'alimentation animale ne se déprécie pas depuis début septembre. Après avoir cédé près de 200 €/t en 8 mois, la cotation allemande est tombée à 625 €/t en semaine 35 (-14% /2018). Malgré des fabrications contenues, le marché mondial subit le ralentissement des importations chinoises qui ont chuté de 30% au 1er semestre 2019 (-83 000 t), essentiellement aux dépens des États-Unis.



Le repli de la demande chinoise en aliment du bétail, suite aux abattages massifs de porcs atteints de fièvre porcine africaine et le conflit commercial avec les États-Unis, pèsent sur les échanges. L'UE-28, qui exporte surtout de la poudre de lactosérum destinée à l'alimentation humaine, est surtout touchée par la baisse des cours. Elle enregistre un recul limité de ses expéditions totales (-4% à 281 500 t) et une progression de ses ventes en Chine (+4% à 89 900 t au 1er semestre). En revanche, elle a cédé du terrain sur d'autres destinations face à l'agressivité des États-Unis. Ainsi, les expéditions cumulées des principaux fournisseurs mondiaux ont reculé de près de 100 000 t dont l'essentiel (80 000 t) en partance des États-Unis.

Le cours français remonte timidement

Impulsé par une consommation de viande ovine dynamique les deux premières semaines d'août ainsi qu'un retrait des importations de viande ovine en juillet, le cours de l'agneau français a repris une vingtaine de centimes de mi-août à mi-septembre. C'est tout de même un signal positif pour les éleveurs actuellement préoccupés par la sécheresse qui a touché plusieurs départements de France.

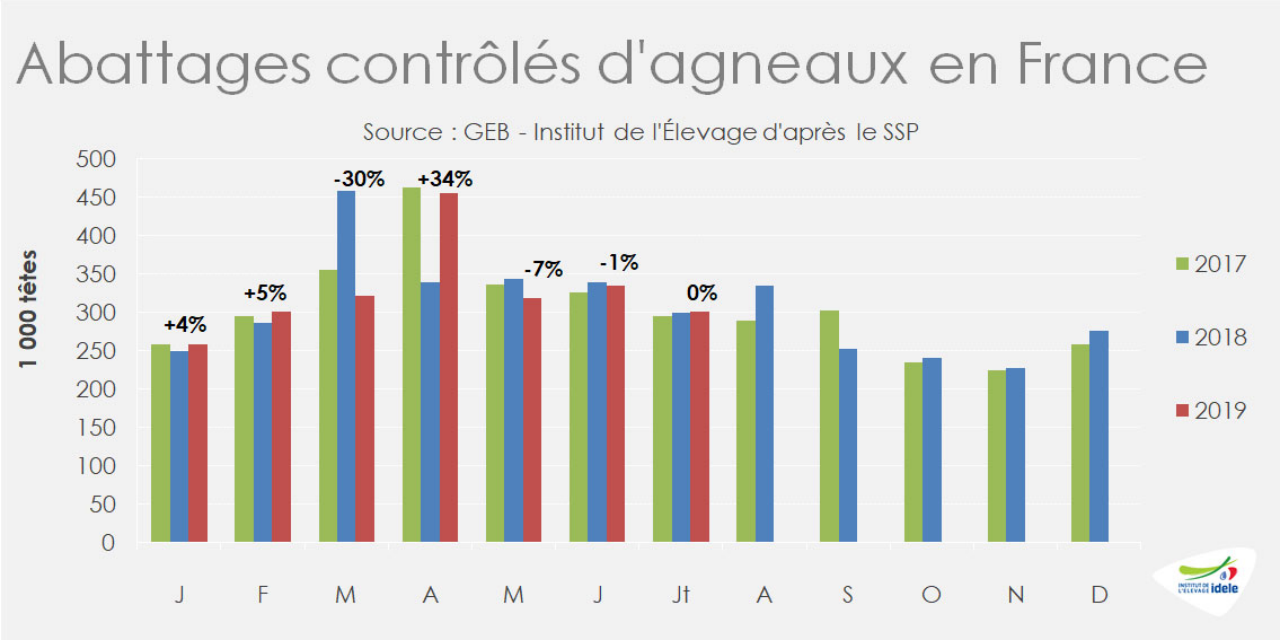
Viande ovine » France »

La cotation française se relève mais reste sous pression

Malgré un allègement ponctuel du marché, le cours de l'agneau français reste très sensible aux importations de viande ovine britannique, dont le prix est particulièrement bas, du fait de la forte dépréciation de la livre sterling.

Abattages stables en juillet

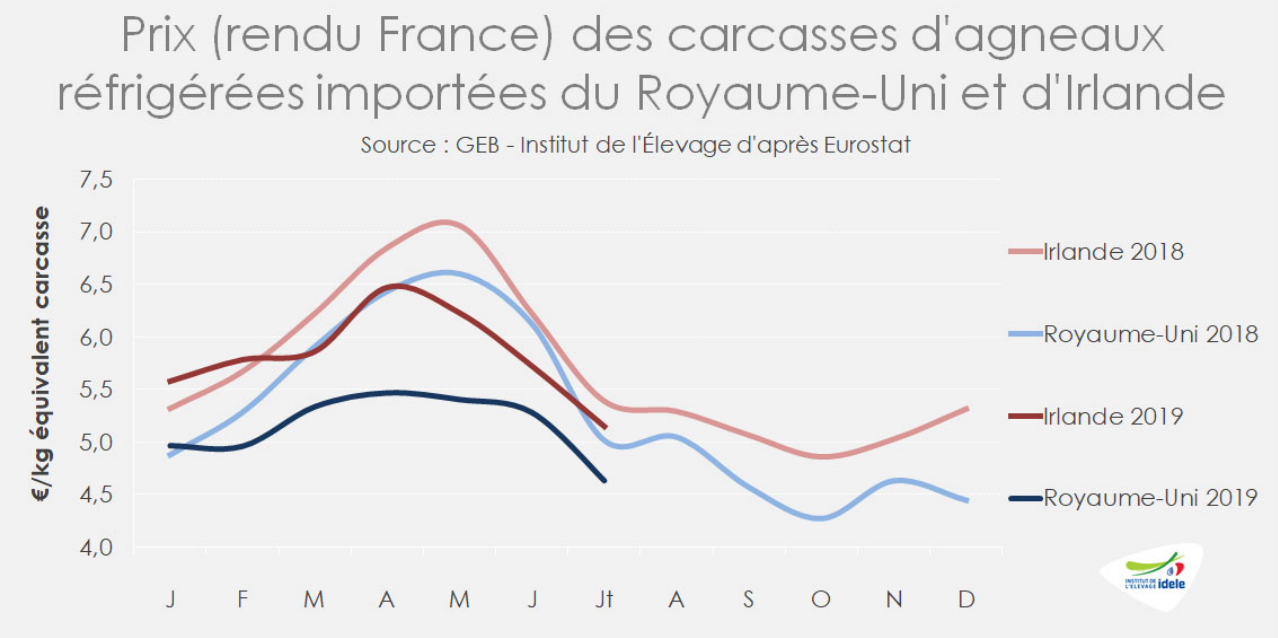
À respectivement 300 800 têtes et 53 200 têtes en juillet, les abattages français d'agneaux et d'ovins adultes ont été stables par rapport à l'année précédente. Le poids de carcasse moyen des agneaux a progressé de +1% (à 18,6 kg), tandis que celui des ovins adultes était stable, à 26,6 kg. Au total, la production française de viande ovine a progressé de +1% en juillet 2019 /2018, totalisant 7 000 téc.



En cumul de janvier à juillet 2019, la production française d'ovins (agneaux et réformes) a été stable par rapport à la même période de 2018. La production d'agneaux finis a été en légère hausse (+1%, soit +20 700 têtes), tandis que l'engraissement d'ovins de réforme a reculé (-4% soit -14 500 têtes).

Les importations de viande ovine baissent en juillet et les prix à l'import ne remontent pas

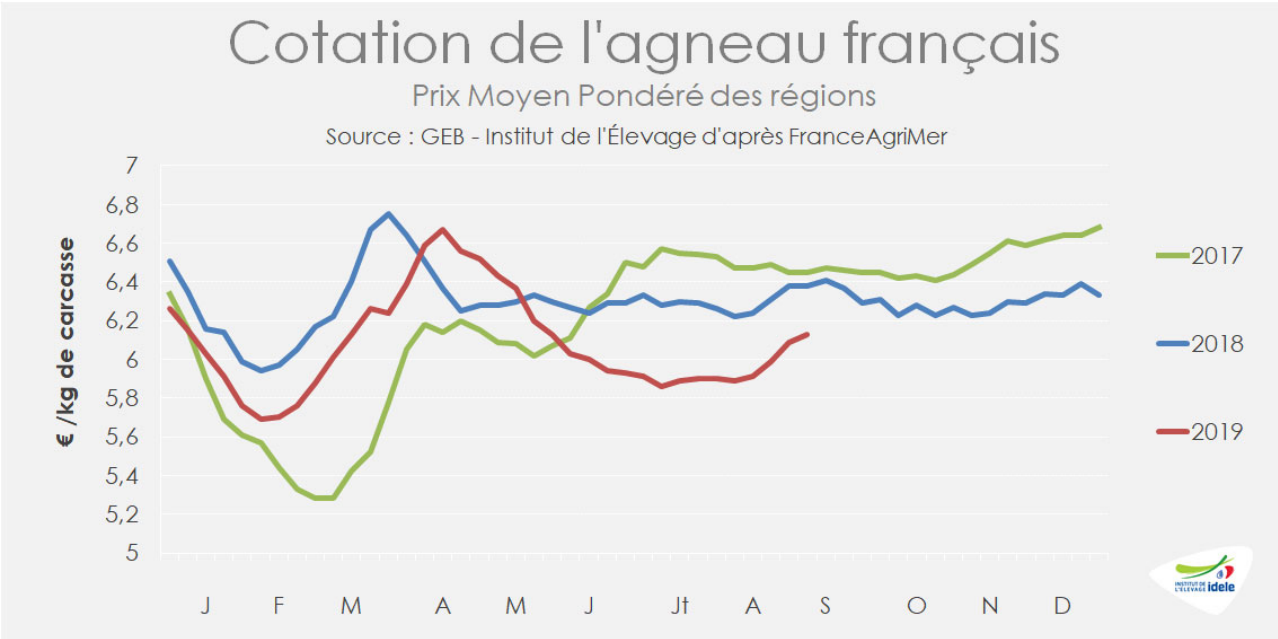
Après un mois de juin en légère hausse (+7%), les importations françaises de viande ovine ont baissé de -12% en juillet, à 6 800 téc. Les achats ont diminué en provenance du Royaume-Uni (- 9%), d'Irlande (-8%), de Nouvelle-Zélande (-37%) et d'Espagne (-16%). De janvier à juillet, les importations françaises de viande ovine ont toutefois été en légère hausse par rapport à la même période en 2018 (+1%).



En juillet, les prix moyens des carcasses d'agneaux réfrigérées importées d'Irlande et du Royaume-Uni sont restés en deçà de leurs niveaux de 2018 (-4% /2018 à 5,15 €/kg équivalent carcasse pour l'Irlande ; -8% à 4,63 €/kg éc pour le Royaume-Uni), maintenant la pression sur le cours français. La livre sterling n'a cessé de perdre de la valeur, notamment face à l'euro, depuis mars 2019, ce qui explique en majeur partie cette chute du prix de l'agneau britannique.

Le cours de l'agneau français se redresse à partir de mi-août

Les festivités estivales et l'Aïd-El-Kébir, qui a eu lieu du 11 au 15 août cette année, auraient provoqué un léger regain de consommation les deux premières semaines d'août. Combinées à des importations de viande ovine en retrait, elles auraient permis la hausse des cours de l'agneau à partir de la deuxième moitié d'août. Cette accalmie des importations, qui pourrait se poursuivre en septembre en raison de la faible dynamique néozélandaise et des moindres stocks au Royaume-Uni (leur saison de production commençant fin septembre/début octobre), est une aubaine pour le cours français de l'agneau. A 6,13 €/kg en semaine 36, la cotation de l'agneau français publiée par FranceAgriMer a gagné une vingtaine de centimes en l'espace de cinq semaines.



Un deuxième départ d'agneaux vifs vers Israël en juin

Plus de 9 000 agneaux français ont été exportés vers Israël en juin 2019, c'est le deuxième envoi vers Israël depuis le début d'année, le certificat pour les envois d'animaux vivants vers Israël ne datant que de janvier 2019. Il s'agît d'agneaux issus du bassin laitier, et nés de brebis laitières désaisonnées (on est en dehors des agneaux issus du pic d'agnelages de fin d'année, typique du bassin Roquefort). Les envois devraient reprendre fin 2019 et pourraient s'intensifier, selon les experts. Ces envois exceptionnels vers Israël ont boosté les exportations d'agneaux en juin (+200% /2018). A l'inverse, elles ont été très faibles en juillet (-38% /2018).

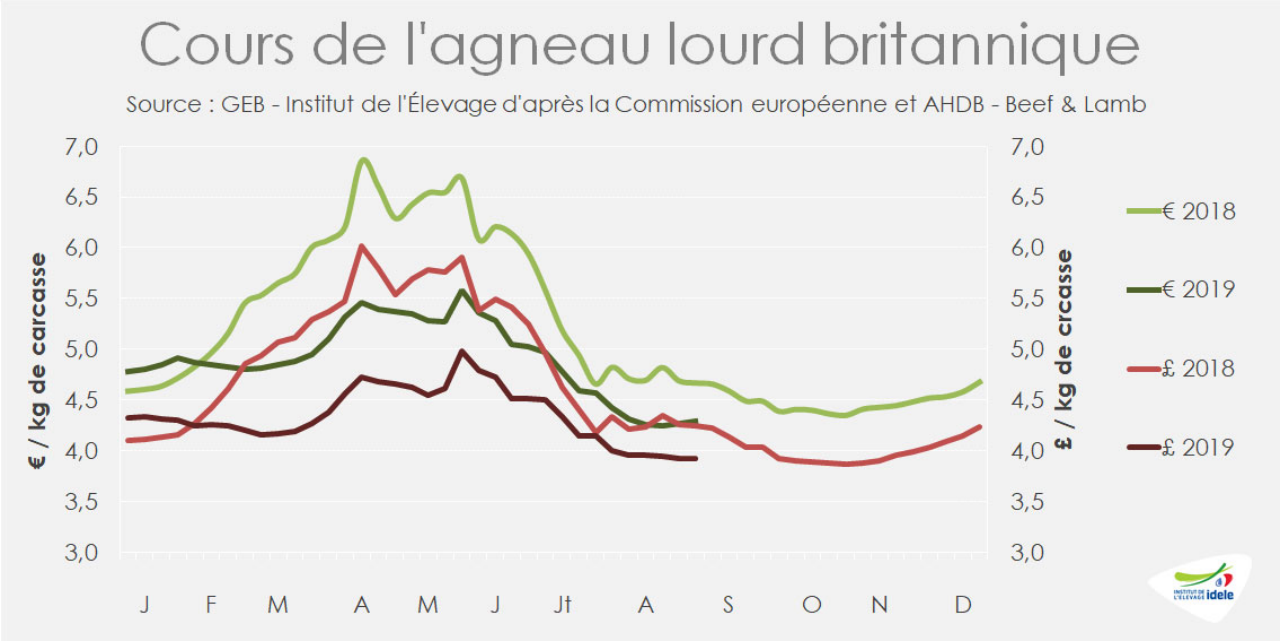
Viande ovine » UE et monde »

Le marché britannique sous tension à l'approche du Brexit

Le cours de l'agneau britannique reste sous pression, mais la demande des acheteurs étrangers de viande ovine reste très soutenue (Irlande, France, Chine depuis peu) à l'approche du *Brexit* et limite sa baisse.

ROYAUME-UNI : Les cours de l'agneau britannique sont inférieurs aux niveaux des années précédentes mais tiennent bon

Depuis le début de l'année, le cours de l'agneau britannique est en moyenne inférieur de 0,60 €/kg à celui de 2018 sur la même période (semaines 1 à 35). En semaine 35, la cotation des agneaux lourds britanniques s'établissait à 3,92 £/kg (soit 4,29 €/kg en monnaie européenne). La production de viande ovine au sein du Royaume-Uni était en hausse de 9% de janvier à juillet 2019, par rapport à l'année précédente. En juillet, elle était enregistrée à 25 200 téc, soit une hausse de +10% /2018.

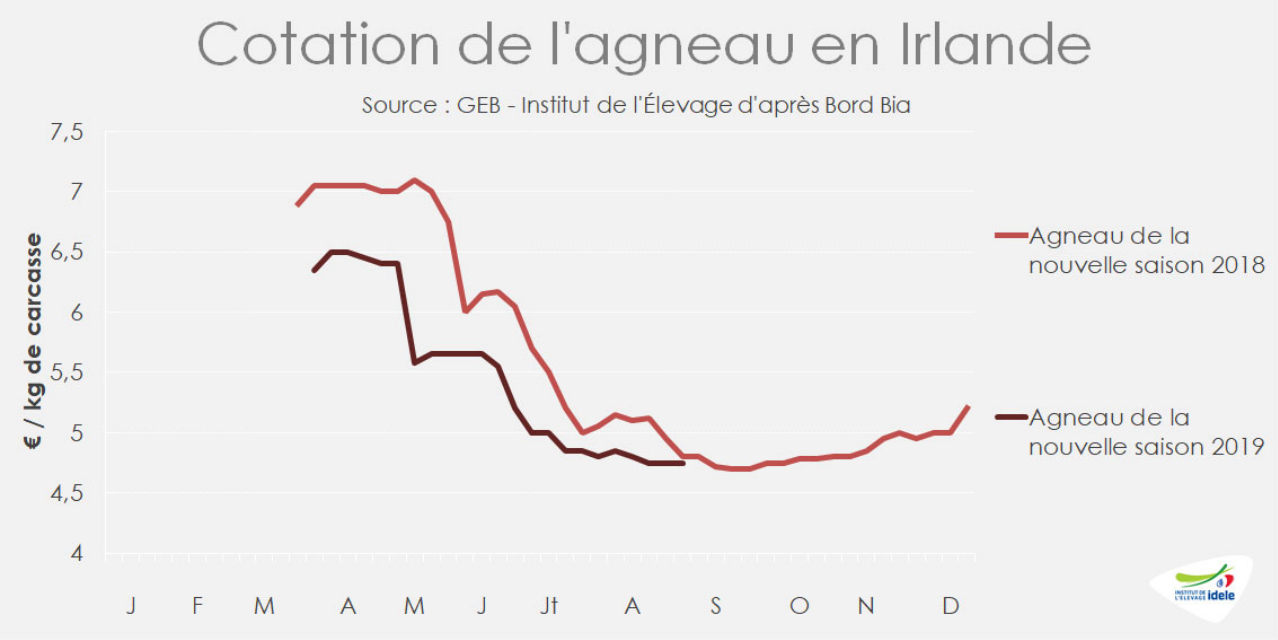


Les cours bas des agneaux inquiètent fortement les éleveurs britanniques, dans un contexte où les importateurs européens refusent de signer des contrats à long terme avec eux, de peur d'un *Brexi*t sans accord qui les contraindrait à payer des taxes douanières après la date fatidique du 31 octobre 2019 (dont le report a une fois de plus été voté par le Parlement britannique puisqu'au 12 septembre 2019, aucun accord n'a toujours été trouvé). Les négociants européens continuent toutefois d'acheter de l'agneau britannique, au vu de son prix actuellement très bas, mais n'offrent pas de visibilité à long terme.

Malgré la tourmente du *Brexit* et l'insécurité que cela peut provoquer, la Chine importe de la viande ovine britannique de façon croissante depuis le début de l'année jusqu'à juin, ce qui participe avec les achats français et irlandais notamment, à éviter un effondrement des cours de l'agneau britannique dans cette période extrêmement complexe. En effet, le Royamue-Uni a envoyé quelques téc vers la Chine sur janvier, février, mars, avril puis 25 téc en mai, 67 téc en juin, pour retomber à 2 téc en juillet 2019. Ce sont de faibles volumes comparés aux envois vers la France ou l'Irlande, mais qui attestent d'un attrait pour la viande ovine britannique.

IRLANDE : les cours rejoignent leurs niveaux de 2018

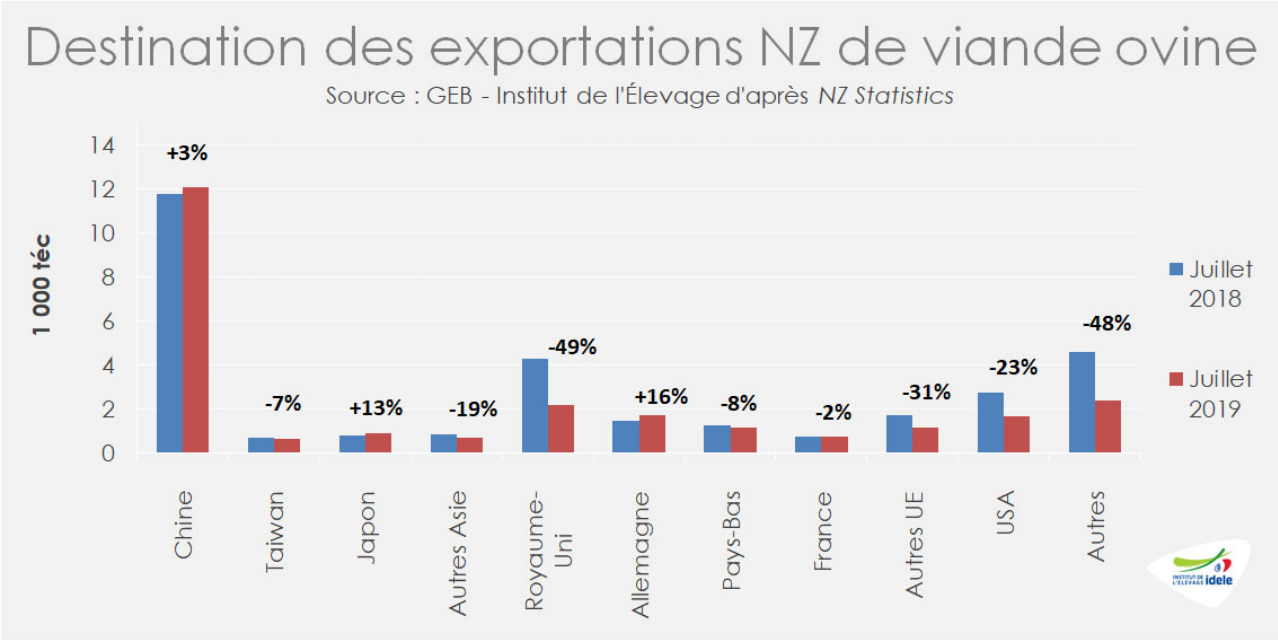
En dernière semaine d'août (semaine 35), la cotation de l'agneau lourd irlandais s'établissait à 4,75 €/kg, soit une baisse de cinq centimes par rapport à 2018 cette même semaine. Après une baisse saisonnière moins prononcée qu'en 2018, elle avait presque retrouvé, à 5 centimes près, son niveau de l'an dernier.



Contrairement à l'an passé, où la sécheresse avait limité leur finition, les agneaux prospèrent grâce l'herbe abondante et de bonne qualité en Irlande.

NOUVELLE-ZÉLANDE : La baisse de la production se poursuit, limitant le disponible à l'export

Les abattages d'agneaux étaient toujours ralentis en juillet (-11% /2018), à 785 000 têtes. Les abattages d'ovins adultes étaient à l'inverse en hausse (+6%). En cumul sur les 7 premiers mois de 2019, la production néozélandaise de viande ovine avait reculé de -7% par rapport à la même période de 2018.Sur la même période, les exportations néozélandaises de viande ovine ont enregistré un repli de -5% /2018 (-19% vers l'UE-28 ; +15% vers la Chine).



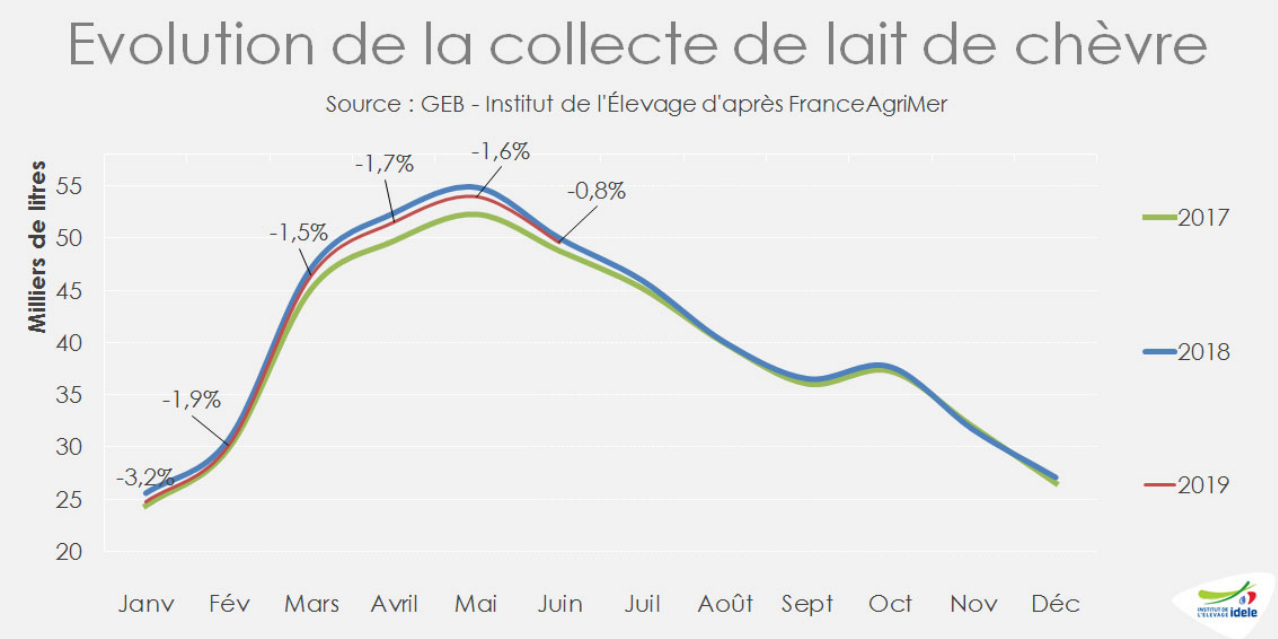
Approvisionnements en baisse, prix en hausse

L'approvisionnement des industriels en lait de chèvre connait de sérieuses tensions face à la baisse de la collecte française et au repli des disponibilités européennes. Si les transformateurs ont jusqu'ici privilégié le marché domestique, au détriment des exportations et de la reconstitution des stocks, la fin de l'année devrait être plus difficile.

Face à ces tensions, le prix du lait de chèvre à la production s'est fortement apprécié en Espagne et aux Pays-Bas, convergeant ainsi vers le prix en France qui n'a évolué qu'en fonction des variations de la composition.

Vers une pénurie de produits caprins en fin d'année ?

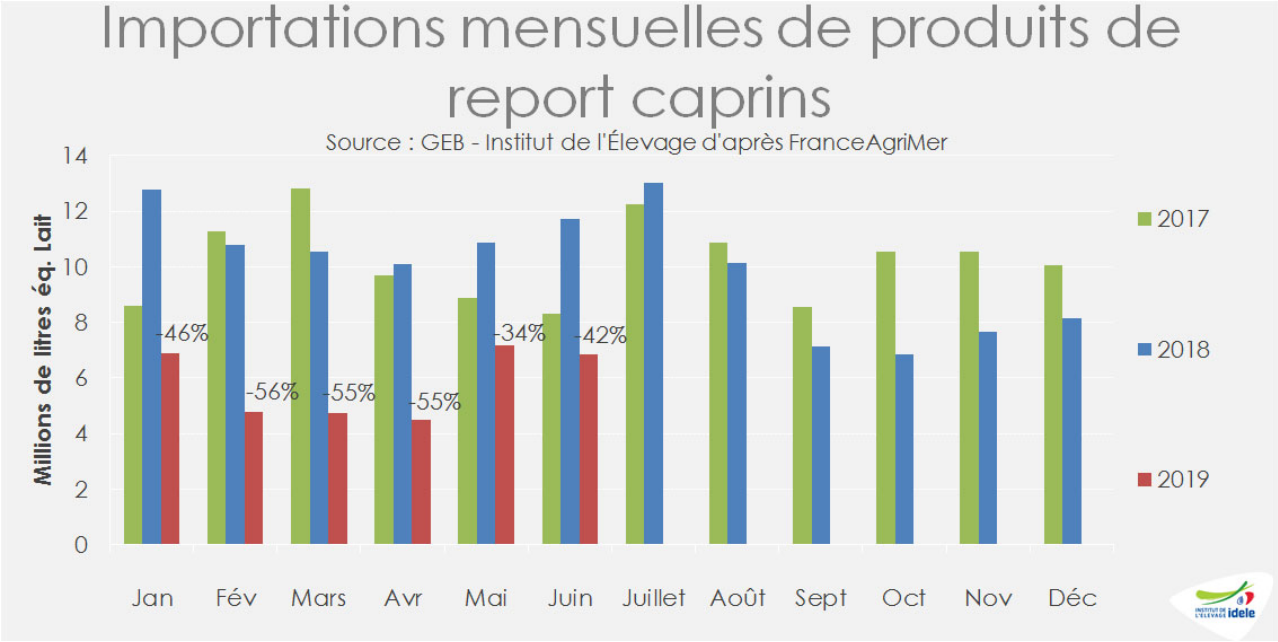
Les disponibilités en lait de chèvre se sont encore tendues face au repli de la collecte en France, mais aussi chez nos fournisseurs européens. Si les transformateurs ont jusqu'ici préservé le marché domestique, plus porteur que les exportations de fromages, ils risquent de manquer de matière première au second semestre, faute de stocks de produits de report.



Pas de rattrapage de la collecte après le pic de mai

A 256,5 millions de litres au 1er semestre, la collecte de lait de chèvre s'est repliée de 1,6% par rapport à 2018, soit près de 4 millions de litres. Certes, après un démarrage en très net recul (-3,2% /2018 en janvier) en raison de fourrages de médiocre qualité et d'un décalage des naissances, l'ampleur de la baisse s'est progressivement atténuée (-0,8% en juin). Mais le rattrapage attendu après le pic de collecte de mai n'a pas eu lieu et la récupération des volumes au 2ème semestre semble compromise par des conditions climatiques estivales de nouveau particulièrement difficiles. Sécheresse et épisodes caniculaires ont fortement impacté les lactations et la production fourragère. Ainsi, alors que jusqu'en avril la pousse de l'herbe était globalement excédentaire, exception faite de certaines zones d'Occitanie et du Sud-Est, le déficit fourrager s'est petit à petit propagé sur la plupart du territoire durant l'été. Selon l'indicateur des rendements des prairies permanentes d'Agreste, la pousse cumulée en août a ainsi baissé de 18% par rapport à la période de référence.

Régionalement, les bassins historiques de production semblent souffrir toujours davantage, avec un repli de près de -4% en Nouvelle-Aquitaine, de -5% en Centre-Val-de-Loire et de -2% en Auvergne-Rhône-Alpes. La collecte est en revanche mieux orientée en Pays de la Loire (+2%) et Occitanie (+1%).

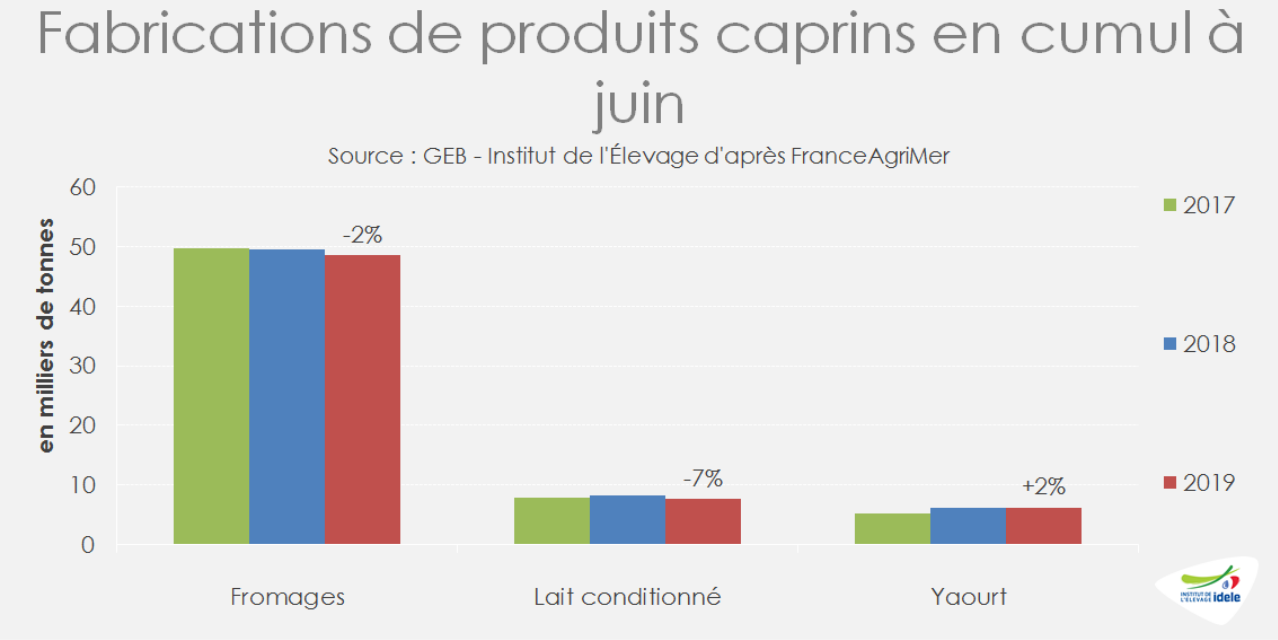


Des importations toujours en repli

A seulement 35 millions de litres au 1er semestre, les importations de produits de report caprins se sont effondrées de 42% d'une année sur l'autre, soit une baisse de près de 32 millions de litres. Face au repli de 5% de la collecte espagnole en cumul à mai (-10,4 millions de litres), les disponibilités européennes sont devenues limitantes… et plus onéreuses pour les transformateurs français. Le prix du lait espagnol, boosté par la demande des transformateurs nationaux, n'a en effet cessé de progresser depuis le début de l'année pour rejoindre le niveau français, avec une progression comprise entre +17% en janvier et près de +26% en juin. Au final, à 291 millions de litres au 1er semestre, l'approvisionnement total des industriels français (collecte et importations) a ainsi chuté de 36 millions de litres (-11% /2018), retombant au niveau de 2014, année marquée par une pénurie de fromages de chèvre au dernier trimestre.

Des disponibilités insuffisantes pour maintenir les fabrications… et reconstituer les stocks

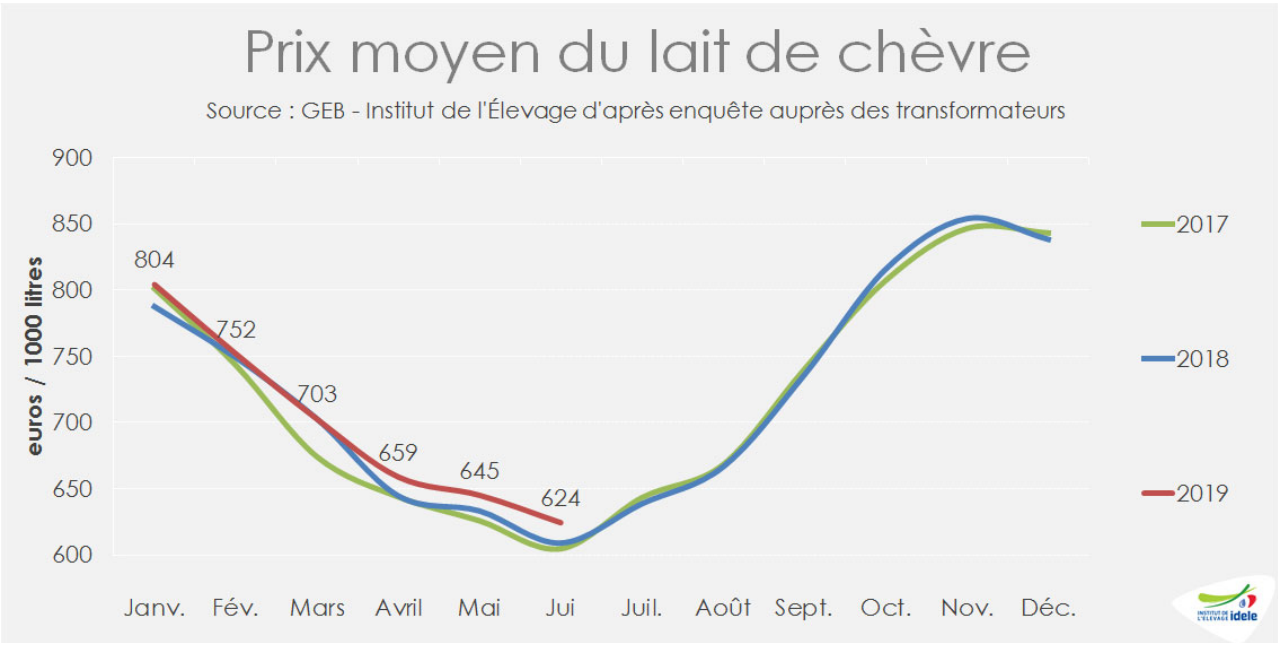
Le déficit d'approvisionnement des transformateurs a logiquement impacté les fabrications de produits laitiers caprins. A 48 600 t au 1er semestre, la production industrielle de fromages de chèvre a baissé de 2% et seulement 6,7 millions de litres de lait de chèvre ont été embouteillés (-7% /2018). Seules les fabrications de yaourts sont restées croissantes, mais à un rythme ralenti (+2%) qui contraste avec celui des années précédentes. En dépit de moindres disponibilités, les transformateurs ont réussi à fournir la demande domestique, toujours dynamique. Selon Kantar Worldpanel, les achats de fromages de chèvre des ménages ont bondi de 2,7% en volume au 1er semestre /2018, malgré un prix en hausse de 1,5%. Mais cette progression s'est faite au détriment des exportations qui, à 12 500 t au 1er semestre, ont chuté de près de 17% d'une année sur l'autre (-2 500 t). La fourniture du marché intérieur devrait se tendre encore davantage au second semestre : les transformateurs n'ont pu reconstituer les stocks de caillé congelé nécessaires au maintien des fabrications du « creux » de collecte de fin d'année. A seulement 5 800 t fin juin, ils se sont effondrés de près de 50% d'une année sur l'autre, tombant à leur plus bas niveau enregistré par FranceAgriMer ces 20 dernières années.



Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

La composition du lait de chèvre tire le prix vers le haut

Le prix de base du lait de chèvre a très peu progressé en France, mais la nette amélioration de sa composition a boosté le prix payé aux livreurs. Ces derniers doivent cependant faire face à des charges en hausse, alors même que les lactations sont pénalisées par des conditions climatiques difficiles.



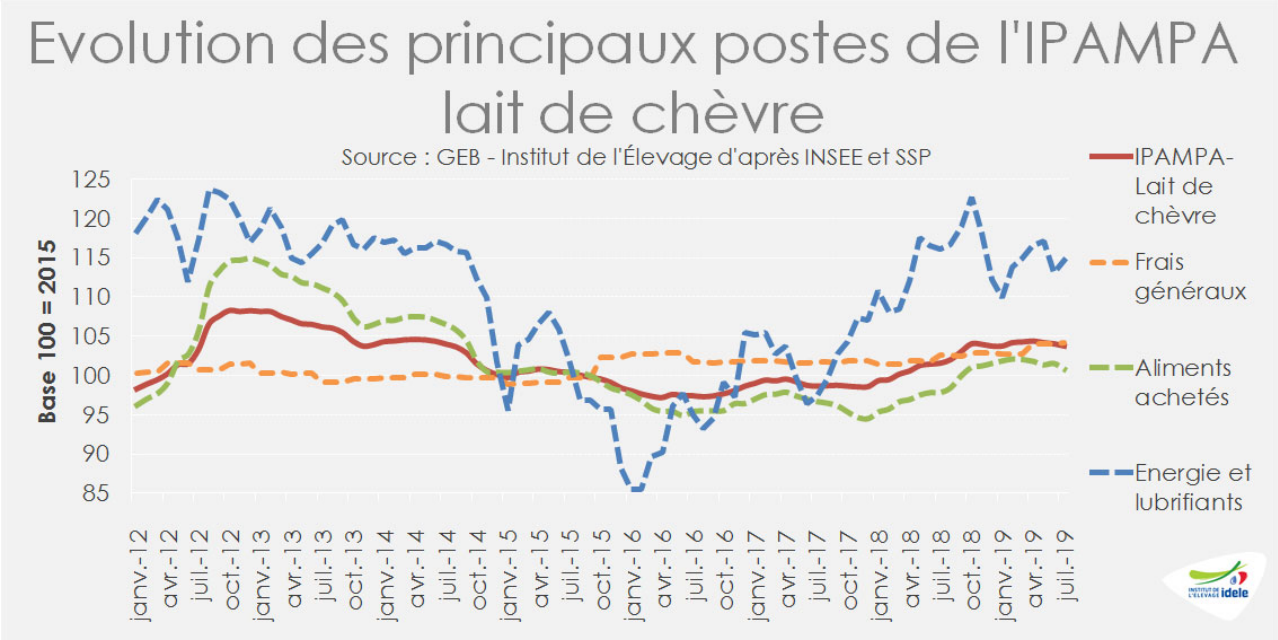
Un prix de base quasi-stable…

A 595 € les 1 000 litres, le prix de base du lait de chèvre (à la composition standard 35MG / 30MP en vigueur au 1erjanvier 2015) n'a progressé que marginalement au 2ème trimestre, de +2 € (+0,3% /2018). Si la plupart des entreprises ont reconduit le prix pratiqué en 2018, certaines ont tout de même appliqué des hausses, allant de +5 à +15 €/ 1 000 l. Les régions du Centre et du Sud-Ouest ont ainsi enregistré une progression de près de +5 € (+0,9%) et le Sud-Est de +2 € (+0,5%). Le prix de base est en revanche resté remarquablement stable dans le Centre-Ouest.

…mais l'amélioration de la composition tire le prix moyen

Après un 1er trimestre déjà bien orienté, la composition du lait de chèvre a fortement progressé au 2ème trimestre. Le Taux Butyreux (TB) a bondi de 0,9 g/l (+2,3%), à 38,0 g/l, et le Taux Protéique (TP) de 0,6 g/l (+1,8%), à 33,2 g/l. Cette amélioration s'explique d'un côté par un effet de concentration des taux, en lien avec la diminution des rendements laitiers, après le difficile démarrage des lactations début 2019. De l'autre, elle est le résultat du décalage calendaire des naissances constaté après une campagne de reproduction marquée par la canicule et les sécheresses en 2018.

Cette amélioration de la composition s'est traduite par une nette progression du prix moyen payé aux producteurs. A 643 € les 1 000 litres au 2ème trimestre, il a bondi d'un peu plus de 13 euros d'une année sur l'autre (+2,1% / 2018). La hausse est la plus marquée dans le Sud-Est (+3,9%), intermédiaire dans le Centre et le Centre-Ouest (+2,3%) et modeste dans le Sud-Ouest (+1,8%). Le prix du lait de chèvre demeure le plus élevé dans le Centre, à 676 €/1 000 litres ; région qui valorise une proportion plus importante du lait sous AOP. Il est resté relativement homogène ailleurs, entre 636 et 638€/1 000 litres selon les régions.

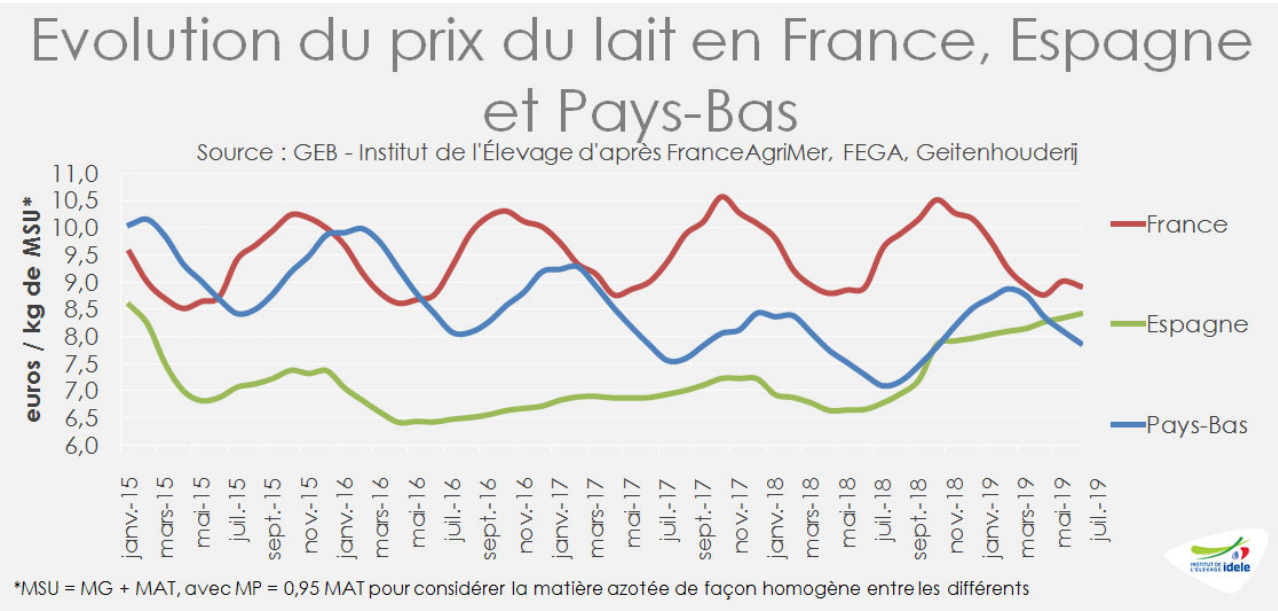


Les charges en élevages se stabilisent à un niveau élevé

La hausse des charges en élevage caprin, amorcée fin 2018, a finalement stoppé au 2ème trimestre. L'IPAMPA, qui permet de suivre l'évolution du prix des moyens de production agricole, a même connu une détente, en lien avec la légère baisse du prix de l'alimentation achetée ainsi que de l'énergie. Néanmoins, à près de 104,2 en moyenne sur le 2ème trimestre, il est resté à un niveau élevé, toujours 3,1% au-dessus de 2018.

Un prix très haussier chez nos voisins européens

Face à la baisse des disponibilités en France et en Espagne, le prix du lait de chèvre a très nettement progressé chez nos voisins européens. Il a bondi en Espagne, avec une hausse comprise entre +17% en janvier et +26% en juin. Exprimé en €/kg de MSU afin de s'affranchir des différences de standard entre pays, il a même dépassé le prix néerlandais à partir de mai. Ce dernier n'est pourtant pas en reste avec une progression moyenne au 1er semestre avoisinant les +7%. Au final, le prix du lait en France au 1er semestre, à 9,1 €/kg de MSU, a été supérieur de 10% au lait espagnol (8,2 €/kg de MSU) et de 7% au lait néerlandais (8,4 €/kg de MSU), contre respectivement 25% et 13% en 2018.



Les productions bovines ukrainiennes pourraient-elles profiter de l'accord avec l'UE ?



Entré en vigueur en janvier 2017, l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE-28 avait été ratifié le 16 septembre 2014 après l'annexion de la Crimée par la Russie et l'invasion du Donbass, région russophone située à l'est du pays. Il vise à faire converger les politiques économiques, les législations et les règlements sur ceux en vigueur dans l'UE-28 et bien entendu à favoriser les échanges entre les deux parties.

Début 2019, deux ans après, les premiers effets sont encore limités et les relations commerciales entre l'UE et l'Ukraine, contrastées.

Pour le secteur laitier, l'enjeu est surtout le développement d'une production laitière ukrainienne conforme au standard européen. À court terme, pour l'Ukraine, le respect des normes sanitaires européennes est une exigence mais aussi une opportunité. Dès 2017, certains transformateurs, déjà aux normes, ont profité de la conjoncture laitière pour exporter davantage de beurre vers l'UE-28.

Pour la viande bovine, l'Ukraine bénéficie d'un contingent à droit nul de 12 000 t (viande fraîche + viande congelée) mais aucun abattoir ukrainien n'est encore agréé sanitairement pour exporter vers l'UE. Le pays dispose aussi de 600 000 à 700 000 veaux mal valorisés qui pourraient intéresser la Pologne, pays limitrophe.

Dans le secteur de la volaille de chair, le contingent de 36 000 t octroyé à l'Ukraine est encore modeste mais la libéralisation de certaines lignes tarifaires a ouvert une brèche. Les opérateurs ukrainiens demandent désormais un contingent d'au moins 100 000 t tandis que le groupe leader MHP investit déjà sur le sol de l'UE-28. Dans le secteur des oeufs et ovo-produits, les contingents accordés à l'Ukraine sont plutôt protecteurs pour le marché communautaire.

Enfin, pour la viande porcine, malgré un contingent de 40 000 t à droit nul, le marché européen reste inaccessible du fait de la persistance de la peste porcine africaine. Pourtant, le pays dispose de grains abondants et compétitifs, d'une main d'œuvre bon marché et d'une forte tradition de consommation et de production de viande de porc.

Les Européens doivent ainsi faire face à la montée en puissance rapide de très grandes entreprises dans les secteurs rentables, à fort potentiel d'exportation, comme les grandes cultures, la viande de volailles et, dans une moindre mesure, les oeufs et ovo-produits.

Le nouveau président ukrainien, Zelensky Volodymyr, s'est fait élire en avril 2019 avec 73% des voix au second tour face au président sortant sur un programme anti-corruption. Bien que ses détracteurs l'accusent d'être la « marionnette » de l'oligarque propriétaire de la 2ème chaîne de télévision du pays, son élection constitue un espoir pour ceux qui souhaitent l'instauration d'un État de droit en Ukraine.